

N°282 - 10 F
JUIN 1987

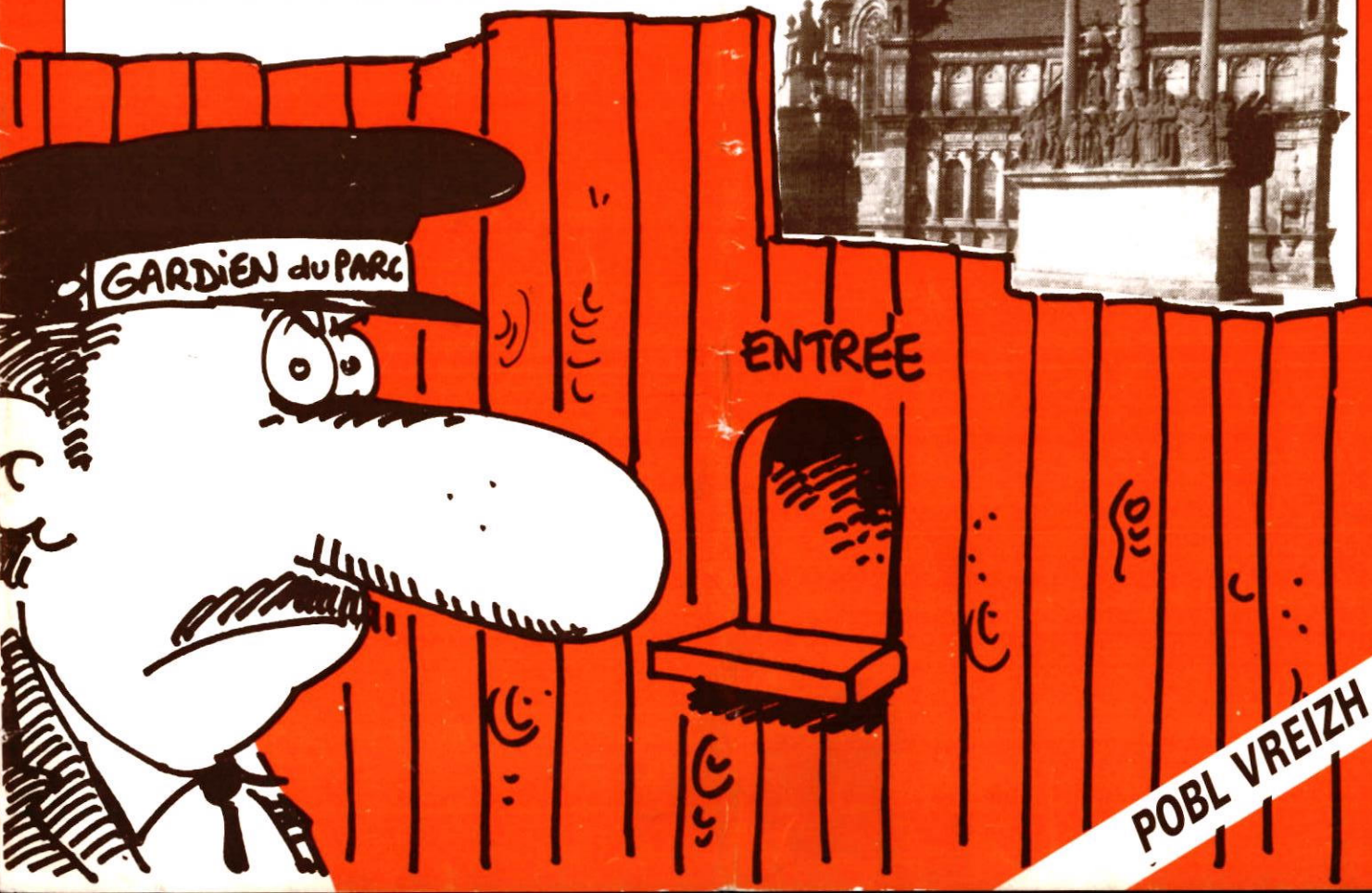
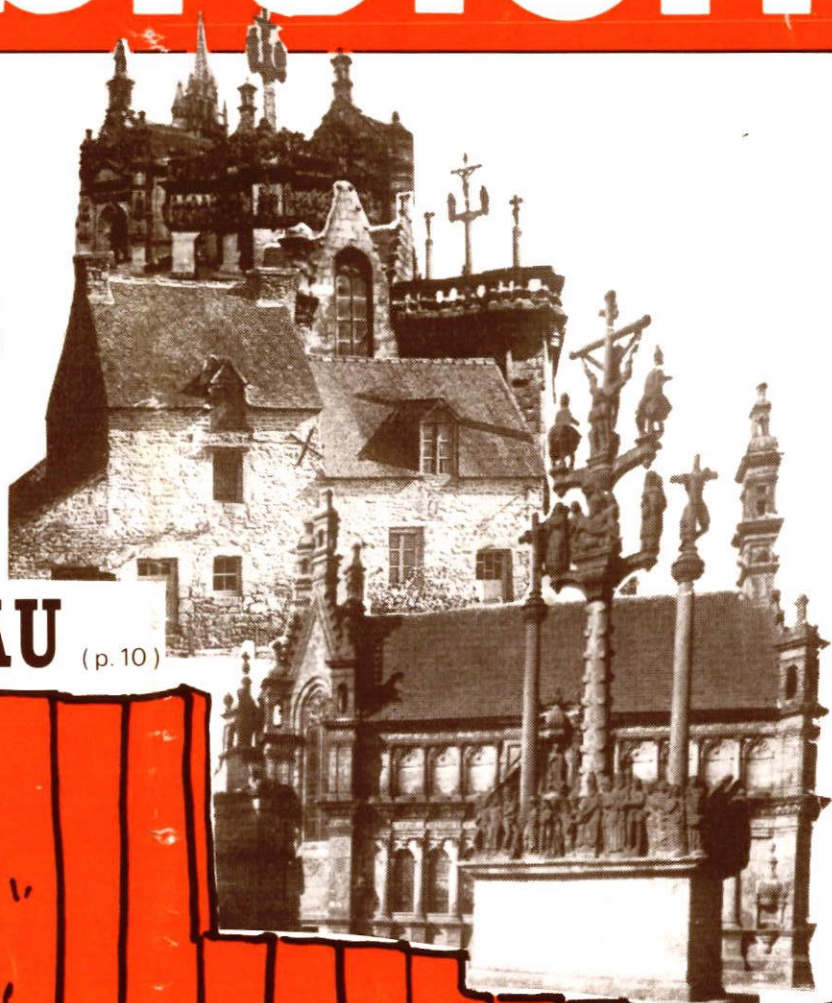
ISSN 0245-9507



le peuple breton

**FOUGÈRES :
NON AU
TRAFIC
D'ŒUVRES
D'ART** (p.6)

**ÉLEVEURS :
DU NOUVEAU** (p.10)



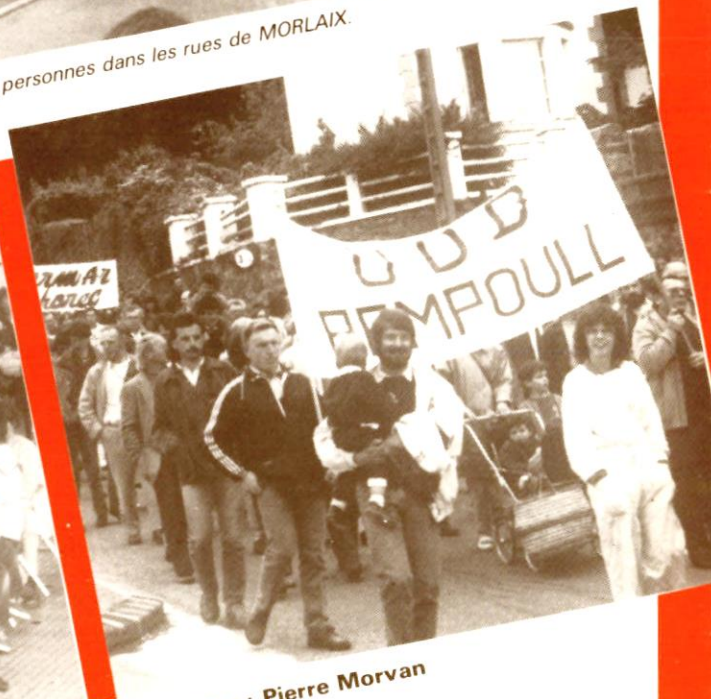
POBL VREIZH

POUR QUE DIWAN VIVE...

Plus de deux mille personnes se sont retrouvées le samedi 16 mai à MORLAIX pour affirmer leur solidarité avec les écoles DIWAN. Parmi elles, de nombreuses personnalités européennes et internationales et aussi beaucoup d'élus bretons, de tous bords. LE 16 MAI, L'État français a été montré du doigt. Le gouvernement prendra-t-il la responsabilité de laisser mourir DIWAN ? Si oui, nombreux sont les Bretons qui lui demanderont des comptes...



2 000 personnes dans les rues de MORLAIX.



Reportage : Pierre Morvan

Une assemblée attentive et convaincue...
...pour écouter de nombreuses interventions et messages de soutien. Ici Fanch Péru, maire UDB de Confort-Breton, secrétaire de l'association des Elus Bretonnants, à côté de P.Y. Trémel, président de l'association.



CHIRAC et MONORY voudraient bien la mort de Diwan...
... qui n'est pas décidé à se laisser faire.



Le breton, pourquoi ?

Françoise Dolto s'exprime en faveur du bilinguisme

Françoise Dolto, psychanalyste pour enfants, bien connue en France, vient de prendre nettement position en faveur du bilinguisme précoce pour les enfants. Dans un courrier récemment adressé à Jacques Gicquel, un parent d'élève de l'école bilingue de Lannion, elle écrit : « *Le bilinguisme est excellent, surtout si les parents aussi parlent les deux langues. Si, peut-être, cela retarde de quelques semaines l'accès au parler parfait, il y a de tels avantages d'intelligence et de sensibilité à pouvoir exprimer un même vécu de deux façons différentes que le payer d'un petit retard n'est pas cher payé.* »

A la question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux que cela se fasse avec l'anglais plutôt qu'avec le breton, Françoise Dolto répond en faveur de la langue de l'environnement : « *L'enfant apprendra très bien l'anglais ensuite. Plus un enfant possède de moyens d'expression, plus il sera adapté à son temps de circulations intercontinentales.* » (« Trégor », 2 avril 87)

Etienne GASCHE

Auteur-Editeur

Diplôme d'honneur

de la Société académique de Nantes

Nouveautés 1987

ALAN, SEIGNEUR du THEIL

(roman historique)

et :

L'histoire racontée

aux enfants

Alain BARBETORTE

SOUSCRIPTION

M. Le Roy, Le Guilvinec (50) ; B. Le Fol, Vannes (30) ; Y. Blanchard, 92 Fontenay (50) ; J.P. Conan, Genval, Belgique (35) ; J.Y. Le Tallec, Orvault (20) ; Anonyme, Quimper (50) ; J. Barbaut, 69 Ste-Foy (35) ; Y.B. Le Montréer, Lannion (20) ; Y. Le Ray, St-Malo-de-Guersac (50) ; P. Quenehervé, Cattenom (20) ; J. Martini, St-Malo (50) ; Y. Rustique, 64 Anglet (50) ; J. Laferrière, Pluvigner (50) ; A. Le Person, Lannion, (20) ; A. Menesguen, Crozon (50) ; H. Martin, Trébeurden (50) ; F. Berthou, Brest (50) ; G. Gibard, Lyon (50) ; J.P. Quelvennec (20) ; G.C. Maroc (115) ; E. Sellin, Trégunc (20) ; L. Riou, Lannion (50) ; E. Kervella, Paris (50) ; Y. Brusq, Douarnenez (50) ; Y. Le Guen, Paris (100) ; anonyme Brest, soutien à Pobl Vreizh (70) ; G. Yvonou, Nantes (50) ; M.M. Lannion (50). Total 6° liste : 1.305 F. Total 87 : 12.040 F.

En guise de sommaire

Ce numéro de juin donne la primeur au projet — jusque-là bien discret — d'un village breton reconstitué dans le pays de Fougères. Le PB analyse et réfute le projet (p. 6-8). Après un survol d'autres problèmes bretons (p. 9), c'est l'agriculture qui fait l'objet d'articles convergents (élevage du porc, syndicalisme, ASAVPA, p. 10-11). Le récit en breton de Fanch Treger s'achève ce mois-ci (p. 12), tandis que Mikael Madeg nous livre ses livres propos sur les manifestations bretonnes récentes (p. 12-13). Le Ciskei, en Afrique du Sud (p. 14) précède nos rubriques de disques (p. 15), de livres (p. 16-17) et notre courrier (p. 18), avant une évocation en image de la manifestation du 16 mai dernier, à Morlaix.

Je m'abonne

le peuple
breton

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐ un réabonnement ☐
 - ordinaire : 100 F (1)
 - de soutien à partir de 120 F (1)
 - étranger : 135 F (1)
 - étranger par avion : 160 F (1)
- à partir du N° inclus.

- Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ VOS AMIS... pour un an ou pour 3 mois (gratuit)

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
a fait l'abonnement	est à abonner au P.B.
à 100 F (chèque joint)	recevra le P.B. pendant 3 mois (gratuit)

En vous réabonnant, rappelez le n° qui figure sur votre bande-adresse. Merci !...

LE « PEUPLE BRETON » ET LA LANGUE BRETONNE : DE QUIMPER A KEMPER, C'EST A VOUS DE JOUER

Nos lecteurs voient, chaque mois, les efforts que nous faisons pour faire connaître notre position en faveur du bilinguisme français-breton. La langue bretonne est d'ailleurs employée exclusivement dans nos pages « Pobl Vreizh », que nous espérons pouvoir augmenter prochainement. Alors, certains lecteurs ne comprennent pas que nous ne puissions bretonniser (ou occitaniser, ou corsiser etc.) leur adresse dans son intégralité. Si tout ce qui précède le bureau postal distributeur peut être libellé en breton, en occitan, en corse etc..., nous ne pouvons le faire pour le nom qui suit le code postal, pour l'instant : nous avons recours, provisoirement, à un service extérieur informatisé, en liaison avec les P.T.T., pour la confection des bandes adresses. Si nous écrivons 29000, le nom de lieu écrit sera Quimper (forme officielle française) et non KEMPER. Un peu de patience, chers amis, et un peu d'aide aussi (abonnés nouveaux, soutien financier) pour que nous puissions avoir notre propre système informatisé de gestion de fichier adapté au breton ! C'est tout à fait possible dans un très proche avenir pour peu que vous nous y aidiez. **Plus de lecteurs pour le P.B., c'est plus de pages, plus de breton dans le journal et une adresse libellée totalement dans la langue de votre choix.** Soyons concrets : **plutôt que de protester contre le système français, prenons notre autonomie...** dans la réalisation des bandes adresses. Aux lecteurs qui veulent défendre la langue bretonne de nous y aider. **Trugarez.**

Pâques à La Trinité

LE BAGAD DE LA HONTE

L'histoire nous impose de ses raccourcis qui font frémir... A quelques jours de l'ouverture du procès Barbie devant le tribunal de Lyon, Le Pen levait le voile sur un secret de polichinelle, sa candidature officielle aux présidentielles de 88. Entourée d'un cérémonial qui se voulait imposant autant qu'intime (1), l'allocution du « régional de l'étape » a pris rapidement les accents d'une tragi-comédie. On le vit entonner un discours de fin du monde, écraser une larme au passage quand il dit toute la confiance qu'il vouait au bon sens des Français pour, finalement, en appeler à la volonté divine de sorte que celle-ci arme son gant de fer et le mène à la victoire !...

On se dit chaque fois que la ficelle est trop grosse et qu'elle ne prendra pas, mais chaque fois la réalité des sondages puis celle du scrutin viennent nous démentir. Certes, le sentiment violent — mais fatalement platonique — que Le Pen affecte pour Jeanne la Pucelle nous fait sourire, mais l'amusement, depuis longtemps déjà tempéré par les ratonnades dont s'enorgueillissent les disciples du spécialiste de la gégène, a définitivement cédé le pas à une inquiétude réelle, alimentée par les dangers qui menacent la démocratie et se précipitent chaque jour davantage. Ces dangers, c'est d'abord le développement du phénomène de chômage perpétuel ou pour le moins prolongé, source de désœuvrement et d'exaspération chez une population, aux origines sociales le plus souvent modestes, exclue du système et dès lors tentée par le discours autoritaire et les solutions radicales d'un Le Pen. C'est aussi l'amalgame population étrangère = sous-emploi, déficit de la Sécurité et insécurité, autant de facteurs de précarité de la vie quotidienne, autant de thèmes diaboliquement exploités par le leader du Front National. Ces dangers pour la démocratie, c'est encore la part belle faite au nationalisme franchouillard et au catholicisme intégriste, réunis dans l'exaltation de la Vierge d'Orléans ; grotesques dans leurs manifestations, ils n'en gagnent pas moins du terrain dans les milieux de la droite conservatrice. En résumé, à l'opposé d'une société frieuse dont les mécanismes se dérèglent, Le Pen propose sa gueule d'acier, sa morale de fer et ses solutions en béton !

COMPLAISANCES

Que notre terre ait vu naître et grandir ce chef de meute est une blessure cruelle qu'il est difficile de cacher. Traître à la cause du peuple breton et zélé du III^e Reich, Le Pen, sorte de Du Guesclin du siècle des fascismes, nous est doublement hostile... et nous le lui rendons bien ! Nous pensions tout connaître de l'influence malfaisante que cet individu exerce en Bretagne, mais nous étions dans l'erreur. C'est avec une

certaine complaisance que télévision et une partie de la presse écrite ont rapporté la présence à la Trinité-sur-Mer du bagad de Crac'h, localité voisine. Que dire de ces tristes bouffons venus planter, tels de nouvelles Bécassine, le décor d'une Bretagne « typique », abrutie et soumise ? Sinon souhaiter que ceux-là, qui ont souillé de leur lâcheté ce que la Bretagne a de plus sacré, reçoivent de leurs pairs la réponse qui s'impose, rejet et mépris.

Qu'on ne se méprenne pas sur la signification et la portée du geste. Si certains feignent de perdre la mémoire, nous n'oublions pas que Le Pen fut condamné en justice, dès 1968, pour avoir édité les chants nazis. Nous n'oublions pas davantage que le III^e Reich, s'il faut l'en croire, souffrirait encore d'être jugé par ses vainqueurs (en attendant des jours meilleurs !). Comment accepter que du passé, que de CE passé, l'on fasse table rase ? Le « tout laisser faire » a bon dos... Jusqu'en 1982, année qui a vu la horde lepéniste enregistrer ses premiers résultats électoraux favorables, à la faveur d'élections partielles, nous étions nombreux qui dénoncions l'homme, ses propos, ses méthodes. Encore marginaux, les effets de propagande de l'extrême droite ne constituaient pas un enjeu politique. Depuis, ni l'homme, ni les propos, ni les méthodes, quoiqu'ayant revêtu une apparence plus respectable, n'ont changé, mais il apparaît à tous que l'aboyeur, hier encore unanimement décrié, a gagné sur les bancs de l'assemblée parisienne honorabilité et légitimité.

« Nous nous devons de respecter le choix des Français », entend-on de la bouche du Premier ministre. Mais Hitler ne devait-il pas au verdict des urnes son accession au poste de chancelier ? Est-ce à dire que les dizaines de milliers d'Allemands qui ont expérimenté les camps nazis, dès les années trente, pour s'être dressés face à l'Ordre hitlérien auraient subi en cela le châtiment mérité ? Il est un fait que les voix du Front National valent cher et qu'elles vaudront de plus en plus cher. Il ne fait plus guère de doute que l'électorat traditionnellement antidémocratique — évalué à 15 % par le politologue René Rémond dans son « Histoire des droites » en France — sera, dans moins d'un an, sauf bouleversement majeur, l'arbitre décisif de la bataille pour l'Elysée. Aussi, ici et là, on ménage les susceptibilités, on « manie les pincettes », on n'hésite plus, fi de la morale ! — La vraie ! — à « squatter » l'électorat du FN en façonnant des candidats aux thèses extrêmes. Il en fut ainsi, à l'initiative du ministre de l'Horrible ; pardon ! de l'Intérieur, lors des élections partielles de ces derniers mois. Enfin, on joue du « Monsieur » pour un goupil qui, d'ores et déjà, règne en tribun sur la cour des faibles et des cyniques.



ET APRES 88 ?

Alors, Le Pen président en 88 ? En dépit de l'écho que reçoivent ses hurlements démagogiques, on ne peut se résoudre à l'envisager. Cependant, voir dans cette nouvelle star médiatique un ministre du futur gouvernement ne relève déjà plus de la politique-fiction mais de la simple prospective, tant il est aisé de deviner ce que nous réserveront les tractations de l'entre-deux-tours. Car les prises de position anti-lepénistes d'une partie de la droite — et d'une partie seulement — n'ont d'autre finalité que de rassurer l'électorat centriste quand les Barre, Pasqua, Labbé, Gaudin et consorts se reconnaissent — à juste titre — des points de convergence avec le leader du Front National. Comment imaginer un instant qu'un Barre, marqué par sa suffisance et avide de pouvoir, puisse laisser passer sa chance ? Assurément, depuis quarante ans, jamais la menace n'avait tant pesé sur la démocratie, du fait précisément que cette menace peut jaillir des urnes. Le régime des notables — qu'ils soient d'argent ou de parti, où politique rime avec fric, où l'opinion publique est censurée en dehors des périodes de campagne électorale, où l'on s'entête à nier l'absolue nécessité d'accompagner la révolution technologique de ces quinze dernières années d'une formidable révolution sociale, fondée sur le principe du partage du travail (2), ce régime-là fait la preuve de son incapacité à anéantir les germes du fascisme. Pour notre part, nous avons combattu et nous continuerons à combattre Le Pen et son idéologie, car nous osons le dire : son électorat ne nous intéresse pas ! Sur ce point au moins, nous sommes résolus à ne pas accorder la moindre concession aux phénomènes de mode. Ce qui était haïssable hier l'est tout autant aujourd'hui. Et si nous sommes vraiment de ces idéologues crispés qu'on se plaît à décrire dans certains milieux, qui se voudraient apolitiques et néanmoins bretons, nous sommes fiers d'en être ! C'est en ces circonstances que le slogan « Breton et progressiste » prend toute sa dimension.

C. GUYONVARC'H

(1) Un charter fut mis à la disposition des journalistes parisiens et de la presse étrangère afin de les acheminer jusqu'à La Trinité-sur-Mer.

(2) De 1980 à 1986, le volume global de travail dans l'Hexagone a diminué de 10 %.

Un seul candidat de droite en 88 ? L'affaire semble Klaus

Depuis plusieurs années, on peut constater une tendance à la coupure en deux de la société ! d'un côté, il y a ceux qui, en gros, s'intègrent au système, même si leur participation reste « noble » ; et de l'autre les exclus de toute sorte (chômeurs, petits retraités, marginaux, etc...).

Les uns choisissent douloureusement leur station de ski... pendant que les autres se réjouissent d'avoir à bouffer jusqu'à la fin du mois.

En même temps, on exalte un peu partout l'individu et on démolit tout ce qui permet de réfléchir et d'agir collectivement : vive l'entreprise privée, merde au syndicats, bravo les investisseurs — qui ont le goût du risque —, moins d'Etat, vivent les structures souples, merde aux « boutiques » où il faut s'engager durablement, vive Tapie, merde à Krasu...

On peut discuter des responsabilités, c'est vrai, mais cette coupure en deux (avec d'un côté les forts, de l'autre les paumés) va loin.

Par exemple, des millions de chômeurs ça choque franchement d'abord, puis progressivement, on s'y fait.

La loi de la jungle, jusqu'où ?

Personne ne se sent plus obligé d'annoncer des « solutions », des « mesures efficaces ». On passe au « traitement social » du chômage et aux « restaus » du cœur.

Dans une société basée sur l'injustice, et donc violente, la violence s'installe. L'attaque des grand-mères passe de l'artisanat marginal à la PME diffuse... Le sport lui-même devient une occasion de bagarres de voyous, de chauvinismes bêtes et tonitruants...



Pour autant, n'est-ce pas un peu caricatural (ou « manichéen » comme disent les grosses citrouilles) de faire un rapprochement droite-Barbie ? J'admets volontiers que même les leaders de l'extrême-droite française font encore pâle figure de TUCS dans la saloperie, par rapport aux nazis. Mais, à force de faire l'apologie de la loi de la jungle, on va vers quel genre de vie collective ? Nous croyons-nous tellement plus malins que la génération de la première moitié du siècle, comme ça, par nature ?

Le risque n'existe-t-il vraiment pas, à terme, de voir un spécialiste du Klaus-combat comme candidat unique de la droite inébranlablement pétainiste ?

Joël GUEGAN

Plus électoraliste que moi...

La fédération PS des Côtes-du-Nord a tenu dernièrement son congrès départemental.

Outre le fait que les Rocardiens dominent « Les Jospiniens », 12 contre 8, on apprend que le PS va passer à l'offensive avec une grande mobilisation autour de la Sécurité sociale.

Les autres thèmes jugés importants sont l'éducation, la jeunesse et les femmes (normal, ces dernières votent bien...).

Finalement, c'est bien ce qu'on dit depuis un moment.

A part réparer les dégâts causés par la droite, le PS ne remet pas en cause le système économique et social actuel. Et pourtant, la société à deux vitesses devient de plus en plus une réalité, les oubliés sont de plus en plus nombreux.

Et malheureusement, toutes les prévisions concordent, les trois millions de chômeurs hexagonaux seront vite dépassés...

Cela démontre aussi que le système libéral, tel quel, est profondément inégalitaire et injuste et de plus incapable de répondre au problème majeur qu'est l'emploi.

R.P.

Pouvoir : pour le breton mais...

Serge Richard, maître auxiliaire de l'Education « nationale » et enseignant de breton est, pour l'instant, muté de l'académie de Versailles à l'académie de Lille. Or, il assurait l'enseignement du breton dans la région parisienne et était aussi examinateur de breton au baccalauréat depuis quatre ans. Il a pu, à ce titre, exposer dans « Le Peuple Breton », les problèmes rencontrés par cet enseignement. L'enseignement du breton connaît pourtant une demande croissante : 50 candidats au baccalauréat en 1985, 102 en 1986, 130 en 1987. Si le ministère maintenait cette mutation, cela montrerait clairement son hostilité à l'enseignement du breton, qui a déjà rencontré de sérieuses difficultés au cours de l'année scolaire qui s'achève.

Rencontre Bretagne-Catalogne

La culture, le tourisme, l'économie bretonnes ont été présentées aux catalans pendant une semaine à Barcelone. Le programme a été préparé par la MJC de Douarnenez...

C'est une très bonne initiative et nous ne pouvons que la saluer et espérer que ces premiers contacts de région à région, de peuples à peuples, aillent plus loin.

Non aux mines d'uranium

La mobilisation continue

— 2.500 signatures contre les projets de Saint-Michel-en-Grève et Ploumilliau.

— 350 manifestants à Saint-Brieuc.

— 400 personnes à un meeting à Ploumilliau.

Alors qu'une majorité (élus et population) se prononce contre les projets de mines d'uranium, le préfet des Côtes-du-Nord semble prêt à accorder les permis aux compagnies d'exploitation. Mais pour qui prend-t-on les Bretons ?

Et quelle conception de la démocratie ont la droite et ses « collaborateurs » ?

Un exemple d'utilisation du bilinguisme français-breton dans l'économie :



POMMES DE TERRE de CONSOMMATION

Variété : BINTJE
Poids : 5 kg
Calibre : + 35 mm

Jean-Yves GAUTIER
LABOUREUR - DOUAR
BETREVEZ GRAS-GWENGAMP
Tél. : 96.21.18.42

AVALOU DOUAR DEBRIH

Seurt : BINTJE
Pouez : 5 kilo
Ment : + 35 mm

Bulletin d'adhésion

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

Nom

Prénom

Adresse

Signature :

A adresser à UDB, BP 215, 44007 Nantes Cedex.
N'hésitez pas !

LE PROJET DIABOLIQUE DU NOTABLE COINTAT

Né à Paris en 1921, Michel Cointat fait partie de ces technocrates qui ont été « parachutés » en Bretagne sous la V^e République et qui n'ont jamais vraiment fait l'effort de comprendre les Bretons. Venus pêcher des voix, ils ont su user de leurs influences et de leurs relations pour promettre monts et merveilles avant chaque élection, mais ils n'ont comme seul objectif que de se maintenir au pouvoir, vivant la plupart du temps à Paris et se contentant de faire de temps à autre une apparition chez les manants de leur circonscription. Ingénieur du génie rural, Michel Cointat a fait d'abord carrière dans l'appareil administratif de l'Etat avant d'être élu député U.D.R. à Fougères en mars 1967. Ministre sous Chaban puis Barre, il s'est naturellement fait élire maire de Fougères en 1971. En somme, l'itinéraire modèle du parfait technocrate parisien. Mais cet itinéraire connaît son premier accroc quand ses électeurs fougérois le congédient en 1983. Sans le scrutin de liste instauré aux dernières élections législatives, Michel Cointat ne serait déjà plus député. Le score médiocre du R.P.R. dans le pays de Fougères, en mars 1986, a montré qu'il faisait dorénavant figure de politicien du passé.

DES CHAPELLES CONVERTIES EN COMMISSARIAT DE POLICE ?

Michel Cointat s'accroche cependant et cherche par tous les moyens à se refaire une image d' élu efficace et dynamique avant les échéances électorales de 1988 et 1989. Pour cela, il a notamment imaginé avec Alain Jouno, l'homme à tout faire qui lui sert sur place d'agent électoral, de créer un « Musée de plein air de l'habitat traditionnel de Bretagne » ou « Village des vieilles maisons bretonnes ». Ce projet a été rebaptisé plus récemment « Ty Polis », ce qui signifie en breton « poste de police » ou « commissariat », mais le tandem Cointat-Jouno ne s'est pas soucié de la signification en breton de ce titre supposé génial.

C'est en juillet 1985 que ce beau projet a été dévoilé aux élus d'Ille-et-Vilaine. Un terrain de 50 ha de médiocre qualité agricole a été acheté au lieu-dit « Les Landes de Jaunouse » sur les communes de Billé, Combournillé, Parcé et Montreuil-des-Landes, entre Vitre et Fougères, non loin de l'entrée en Bretagne de l'autoroute Océane Paris-Rennes. Un pseudo « Village de vieilles maisons bretonnes » doit y être construit, à partir de maisons paysannes et de chapelles des divers pays de Bretagne. Ces édifices seraient démontés puis remontés de manière à constituer selon les concepteurs du projet « un ensemble architectural cohérent ». La première tranche, qui comprend le transfert d'une chapelle et de six maisons ainsi que la réalisation d'une copie de calvaire, doit coûter la bagatelle de 6.000.000 F, financés à hauteur de



300.000 F par l'Etat, 1.200.000 F par le conseil général d'Ille-et-Vilaine et la même somme par le conseil régional de B4, le reste correspondant à du bénévolat valorisé et au travail de 48 TUC pendant deux ans. Michel Cointat a assuré les maires des communes concernées que ce musée de plein air attirerait 100.000 visiteurs dès la première année, avec l'objectif d'en accueillir 250.000 au bout de cinq ans. Aux yeux des maires des communes de Billé, Combournillé, Parcé et Montreuil-des-Landes, en voie de dépopulation et de déclin, Michel Cointat fait figure d'homme providentiel.

DÉSAPPROBATION DES RESPONSABLES CULTURELS

Curieusement pourtant, après quelques réunions, Michel Cointat a senti que ce projet ne soulevait pas un grand enthousiasme dans le reste du département et encore moins au plan de la Bretagne. En dehors d'un article en page locale d'Ouest-France, le 30 septembre 1985, et d'articles dans la Chronique Républicaine, on n'a guère parlé de ce projet en Bretagne et de véritables consignes de silence ont été données aux journalistes. Il faut dire que les conservateurs des musées d'histoire et ethnographie de Bretagne, les ethnologues, les spécialistes des arts et traditions populaires et les chercheurs en architecture rurale ont été soigneusement tenus à l'écart du projet. Alain Jouno a pris contact discrètement avec quelques associations pour essayer d'obtenir un appui moral à ce projet, mais il a vite battu en retraite. Breiz Santel et Tiez Breizh — Les Maisons Paysannes de Bretagne observent un silence embarrassé. Dépendant très fortement des subventions publiques, ces associations ne peuvent dénoncer publiquement un projet porté par un ancien ministre, qui peut encore faire figure d'homme influent aux yeux de certains. Mais en privé, leurs responsables désapprouvent ce projet, de même que les fonctionnaires d'Etat qui en ont été informés. Une seule association semble appuyer avec enthousiasme ce projet aberrant mais son nom est tout un

programme, il s'agit des « Vieilles De-meures Françaises... ». Devant la discrétion qui entoure ce projet depuis 18 mois, beaucoup ont pu croire qu'il était abandonné et ont relâché leur vigilance. Il n'en est rien !

Si Michel Cointat n'a pas encore obtenu le 1.200.000 F espéré du conseil général d'Ille-et-Vilaine, il en a tout de même reçu une subvention de 20.000 F, auxquels s'ajoutent une seconde subvention du même montant des communes du canton et une troisième de 20.000 F du Comité de Développement de la région de Fougères, le CODAF. Avec cet argent, Michel Cointat et Alain Jouno ont pu procéder au repérage des bâtiments qu'ils envisagent de soustraire au Léon, au Pays Bigouden, au Pays Vannetais et aux autres pays de Bretagne.

Un budget impressionnant

Financement du projet

Le montant d'une première tranche de travaux, comprenant le transfert d'une chapelle et de six maisons et la réalisation d'un calvaire (copie) a été évalué sommairement à 6.000.000 F ; les frais de personnels représentant 55 % du coût de l'opération.

Le plan de financement pourrait être le suivant :

Etat - Ministère de la Culture et autres ministères.....	300 000 F
Conseil Général d'Ille-et-Vilaine (20 %).....	1 200 000 F
Conseil Régional de Bretagne (20 %).....	1 200 000 F
Etat - TUC (48 jeunes pendant 2 ans).....	1 352 400 F
Bénévolat valorisé.....	1 917 600 F
TOTAL.....	6 000 000 F

Devant le peu d'enthousiasme des élus départementaux et régionaux pour financer le projet, l'ancien ministre et son homme de main ont eu le culot de se porter candidats au concours Essor 87 lancé par la société Esso et visant à promouvoir un projet régional original. Une quarantaine de projets ont été présentés dans les quatre départements de la région administrative et c'est le projet « Ty Polis » qui a été retenu au début du mois d'avril par un jury à la tête duquel les responsables d'Esso avaient désigné un autre notable régional, René de Foucaud, président de la Coopérative de Landerneau mais aussi du Comité Economique et Social de B4. Cette sélection a valu à Cointat et Jouno un nouveau chèque de 20.000 F et l'espoir de recevoir 2.500.000 F si leur projet est sélectionné, en juin, à Paris, lors de la finale au cours de laquelle s'affronteront les projets arrivés en tête dans chaque région. Ce prix donnerait évidemment un sérieux coup de pouce aux ambitions de Cointat.

LES TOURISTES SONT-ILS DES IMBÉCILES ?

Il est donc urgent de mettre en évidence l'absurdité économique de ce projet. On trompe les élus locaux en leur faisant miroiter un nombre important de visiteurs et des créations d'emplois. Les transpositions hâtives faites à partir de la

La main-d'œuvre prévue pour les travaux

Le recrutement du personnel des équipes serait progressif et tiendrait compte de l'état d'avancement des démarches du noyau de bénévoles, responsable d'un bâtiment à transférer. A terme, il serait nécessaire de bénéficier du concours de 6 équipes composées de :

48 T.U.C.

12 Stagiaires des métiers du bâtiment.

30 Etudiants, membres d'une organisation de chantier international, durant l'été.

La diversité du mode de recrutement du personnel est probablement souhaitable pour motiver les jeunes sans emploi.

fréquentation de l'Archéodrome de Beaune, entre Paris et Lyon, n'ont guère de sens, car l'on imagine mal que les touristes mettent la main à la poche pour visiter cette concentration architecturale bidon quand ils peuvent profiter gratuitement, un peu partout en Bretagne, de remarquables ensembles architecturaux. Il faut être un technocrate parisien, borné et quelque peu mégalomane, pour se refuser à comprendre que l'atout touristique de la Bretagne réside dans son authenticité.

Le projet Cointat s'inscrit bien sûr dans la folle spirale des parcs de loisirs que le P.B. a évoquée le mois dernier. Les projets ne manquent pas en Ille-et-Vilaine. Le « Parc de Bretagne » de Betton, aux portes de Rennes, devrait ouvrir dès l'an prochain sur 5 ha et demi et serait achevé en 1992, constituant un ensemble de 50 ha. On parle d'un investissement de 74 milliards de centimes (les enchères montent toujours !), réuni autour d'un consortium anglais, et de 800 000 à un million de visiteurs par an ! Un parc de loisirs dit « Projet d'activités multiples » est envisagé, sur 50 ha également, à Saint-Sauveur-des-Landes et on parle d'un investissement de 15 à 20 milliards de centimes. S'y ajoutent les projets de La Prévalaye et de Bruz, sans parler des autres départements bretons (projets à Ancenis, Nantes, Guingamp, Douarnenez, Perros-Guirec, etc...).

Doit-on s'étonner de ce qu'aucun ethnologue ni conservateur de musée n'ait été associé à la conception du projet Cointat ? Certes non. Les exemples de musées de plein air auxquels on se réfère parfois ont été créés à la fin du XIX^e siècle ou au début du XX^e, généralement dans des pays où l'industrialisation et une urbanisation galopante entraînaient la disparition quasi-totale de la vie rurale. Ces musées (Saint-Fagan's près de Cardiff, au Pays de Galles ; le Frilandsmuseet de Sorgenfri, près de Copenhague, au Danemark) ont permis de conserver la mémoire d'un habitat qui allait disparaître. La situation est toute différente en Bretagne et suivre le même raisonnement supposerait une politique d'abandon de l'habitat rural dans l'ensemble de la Bretagne. Cela va totalement à l'encontre du travail réalisé par des milliers de bénévoles au sein d'associations comme Breizh Santel et Tiez Breizh (Maisons Paysannes de Bretagne).

Sans entrer dans des détails trop techniques, il convient cependant d'ajouter que ces musées de plein air ont rassemblé un habitat en bois (ou à

Extrait de la
« lettre de la région »

LE PROJET

"TY POLIS"

PRIME AU CONCOURS ESSOR 87

La Société pétrolière ESSO S.A.F. a lancé, au début de l'année, le concours ESSOR 87 en demandant à chacune des 22 régions françaises de parrainer les jurys régionaux.

Organisé en deux étapes (une sélection régionale avant la remise du prix national d'une valeur de 2 500 000 F), ESSOR 87 a pour objectif de permettre la réalisation d'un projet touristique ou économique, éducatif ou culturel, de nature à favoriser la promotion d'une région.

En Bretagne, 35 dossiers étaient soumis à l'appréciation du jury régional qui s'est réuni le 9 avril, sous la présidence de M. René de FOUCAUD.

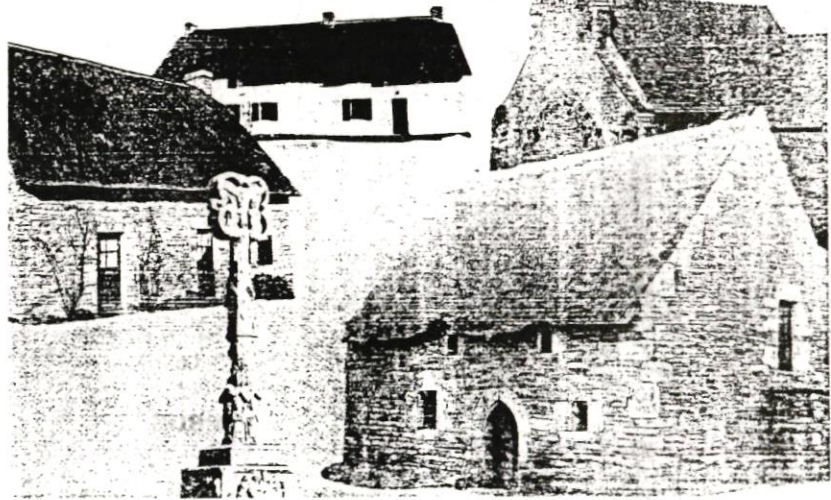
C'est finalement le projet "TY POLIS" présenté par l'Office du Tourisme de Fougères qui a emporté la majorité des suffrages et qui représentera donc la Bretagne au mois de juin à PARIS.

Portant sur la réunion, dans un parc boisé de 50 hectares, près de Fougères, des plus beaux ensembles architecturaux de chaque pays breton, ce projet tend à la réalisation d'un véritable "conservatoire" de l'habitat traditionnel breton. Les bâtiments seront regroupés sous forme de hameaux et de villages autour de monuments religieux (chapelles, enclos, calvaires) et l'aménagement

intérieur de chaque construction sera reconstitué.

L'ambition des promoteurs de l'opération est de familiariser le grand public aux richesses du patrimoine de la Bretagne, ainsi que le démontrait un dossier particulièrement réussi qui a séduit les membres du jury.

Chacun a reconnu que TY POLIS est un projet extrêmement lourd à monter (coût total estimé 16 720 000 F), mais souhaite vivement que son caractère original retiendra l'attention du jury national. Inutile d'ajouter qu'un "coup de pouce" sous la forme d'un chèque de 2 500 000 F serait le bienvenu.



Un véritable conservatoire de l'habitat traditionnel breton

pans de bois) qu'il était possible de démonter et de remonter, voire même de transporter sans démontage. Dans le cas de l'habitat breton traditionnel en pierre ou en terre, on ne peut parler de démontage mais de démolition et de reconstruction. Il est matériellement impossible de déplacer ce type de bâtiments sans les transformer.

L'idée même de soustraire une maison paysanne à son environnement, au terrain sur lequel elle a été bâtie et d'où proviennent les matériaux dont elle est constituée, au paysage avec lequel elle se trouve en harmonie, à un microclimat auquel elle est adaptée, cette idée-là va à l'encontre de tous les efforts menés par les conservateurs de musées d'ethnographie de Bretagne depuis 20 ans, par la direction des musées de France et par l'International Council of Museum (ICOM) dans le cadre de l'UNESCO. Ce projet, s'il connaît un début de réalisation et s'il est connu publiquement, ne manquera pas de provoquer les protestations de nombreux scientifiques au plan international et une levée de boucliers de nombreuses associations.

IL Y A AUTRE CHOSE A FAIRE

On ne peut transformer toute la Bretagne en musée et maintenir en état des dizaines de milliers de bâtiments ruraux inhabités et de chapelles laissées à l'abandon. Il est clair qu'il faudra procéder, à l'avenir, à des choix de conservation à vocation muséographique et représentatifs de l'architecture des différents pays de Bretagne. Mais le projet Cointat constitue la plus mauvaise des solutions car il priverait, s'il devait aboutir, l'architecture bretonne de toute signification sociale et culturelle. La Bretagne a des potentialités humaines qui lui permettraient de développer les circuits de découverte de ces ensembles architecturaux, tels qu'il en existe pour les enclos paroissiaux du Nord-Finistère, sans qu'il soit pour cela besoin de les rassembler en un même lieu. Répétons-le : soustraire un bâtiment à son environnement revient à lui ôter tout son sens. Le village dont rêvent Cointat et son acolyte formerait un patchwork détestable qui donnerait une idée complètement erronée de la tradition en Bretagne.

En outre, il en coûterait beaucoup moins à la collectivité d'entretenir dans chaque pays breton les ensembles architecturaux qui s'y trouvent, à l'image du projet de conservatoire « éclaté » de l'habitat rural en cours d'élaboration dans le centre de la France. Le tourisme en Bretagne prendrait alors le visage humain que nous souhaiterions lui voir, tout en s'intégrant harmonieusement aux activités locales traditionnelles.

Faut-il voir dans le projet Cointat la manifestation d'un mégalomane, dans la lignée d'un Bonaparte qui fit enlever l'Obélisque à sa terre d'origine ? Ou plus simplement, révèle-t-il un manque cruel d'imagination ? Pourquoi construire un village en toc entre Fougères et Vitré quand ces deux villes ont la chance de disposer d'un patrimoine architectural exceptionnel, qui n'est pas suffisamment mis en valeur faute de moyens. Le château de Vitré a reçu 33 000 visiteurs en 1985. Ne pourrait-il en accueillir 100 000 en 1990 ? Ne pourrait-on se donner le même objectif concernant le château de Fougères ? Cela coûterait infiniment moins cher aux contribuables, présenterait moins de risques d'échec et respecterait le patrimoine, l'histoire et la culture de la Bretagne. Voilà un moyen autrement plus efficace de résister à la concurrence des parcs de loisirs du style Disneyland et leur « soup » à la grimace. Quel groupe financier se lancerait aujourd'hui dans la construction d'ensembles architecturaux aussi extraordinaires que nos châteaux et nos cathédrales ? Si les touristes « yankee » traversent l'Atlantique, il y a une bonne raison à cela. Sachons mettre en valeur nos atouts véritables !

Jean ROUDAUT

Une autre forme de parcs de loisirs ! Pourquoi pas ?

Les parcs de loisirs ou d'attraction sont-ils vraiment à rejeter ? Peut-être pas. Tout dépend de ce qu'on en attend. Une première conception consiste à y voir des entreprises destinées à attirer, concentré et plumé, les touristes par des divertissements aux formes américanisées et au contenu culturel lénifiant. La réalité est malheureusement proche de cette conception.

Mais on peut aussi imaginer des parcs de loisirs culturellement valorisants tant pour ceux qui les fréquentent que pour les populations, rurales ou urbaines, qui les acceptent, les font vivre. Le projet de Douarnenez en est un bon exemple.

L'histoire et la culture bretonne sont suffisamment riches pour fournir des thèmes pouvant être mis en scène dans des parcs d'attraction. La Grande Bretagne, par exemple, foisonne de petits centres de loisirs s'appuyant sur l'histoire locale. Est-ce impossible à faire en Bretagne ? Peut-on pas envisager des parcs de loisirs bilingues (breton-français) ou trilingues (breton-français-anglais) donnant à la langue bretonne une nouvelle promotion ? Les touristes qui visitent chaque année la Bretagne ne sont pas dans leur majorité incapables d'apprécier un divertissement puisant ses sources dans le fonds culturel breton. Ces parcs de loisirs bien intégrés pourraient être fréquentés et utilisés par la population locale toute l'année et par la population scolaire en particulier.

Quant à l'emploi, si le projet de Marne-La-Vallée peut en créer des milliers, d'autres projets, même de moindre dimension, peuvent en créer aussi. Aux Etats-Unis, la moitié des emplois créés en 1983 l'ont été dans le secteur culturel devenu là-bas une activité économique essentielle ; à tel point que dans le Yalta de la communication et de l'audiovisuel qui se met en place entre Japonais et Américains, ces derniers se réservent la meilleure part, à savoir l'industrie des programmes, laissant aux Japonais la technologie. On peut contester la qualité



de ces programmes conçus dans une logique purement mercantile. Mais une chose est sûre : si la culture des séries télévisées peut générer des emplois, la culture bretonne le peut aussi.

Ne séparons pas culture et divertissement avec d'un côté le parc d'attraction pour touriste fatigué et de l'autre la culture bretonne dans toute sa pureté pour Bretons éclairés.

La culture ne naît pas par génération spontanée, sinon celle que nos ancêtres nous ont transmise n'aurait jamais existé, mais d'actes volontaires, réfléchis, organisés. Pour cela elle emprunte les techniques de création et de diffusion qu'elle a à sa portée. Qu'elle en soit marquée ne fait aucun doute. Aujourd'hui c'est la vidéo, le micro-ordinateur ou le parc de loisirs que la culture bretonne doit récupérer pour son compte en acceptant toutes les interactions possibles entre le contenant et le contenu et les avantages et les inconvénients que cela entraîne. En ce sens, le prolongement de Ti Kendalc'h ou de Oaled Diwan par des parcs d'attraction ne devrait pas nous choquer.

L'UDB comme d'autres organisations de gauche milite pour la réduction du temps de travail. Or qui dit réduction du temps de travail dit plus de temps libre et donc plus de loisirs. Les activités de loisirs ont donc leur nécessité. A nous de faire en sorte qu'elles satisfassent en premier lieu les besoins des Bretons, qu'elles prennent en compte les richesses culturelles de ce pays et qu'elles respectent l'environnement. Demandons par exemple que les subventions des collectivités ne soient attribuées qu'aux seuls projets assumant ces trois points.

J.G.

Et pourtant c'est vrai !

PRIX ESSOR 87

Ty Polls (Fougères) bat
Kerguéhennec (Morbihan) sur le poteau

RENNES. — Non, le prix Essor 87 n'est pas une course hippique. Mais un concours très sérieux qui consiste pour la Société Esso à promouvoir un projet régional original en lui apportant un concours financier : 20 000 F pour le classement régional et 250 000 F à celui qui arrivera en tête de la finale nationale à Paris.

Le jury breton présidé par M. de Foucaud (CES), a longuement balancé hier entre le futur parc de sculpture du château de Kerguéhennec (Morbihan) et un projet de vil-

lage breton près de Fougères. D'un côté un lieu de rencontre et d'inspiration unique en France pour les sculpteurs. De l'autre, une sorte de musée de l'habitat breton avec des maisons reconstituées. Une mémoire...

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

ENTREPRISES DE RECONVERSION

Moins 300 emplois à Kerpont



Le 14 mai, marche de Kerpont, à Lorient, du personnel de la SBFM.

Pour compenser, en partie seulement, les pertes d'emplois provoquées par la fermeture des forges d'Hennebont, plusieurs usines furent implantées sur la ZI de Kerpont, entre Lorient et Hennebont, à partir de 1966.

Aujourd'hui, les trois principales entreprises qui subsistent sur cette zone sont touchées par d'importantes suppressions d'emplois.

MAE COPEX : Dans le passé, notre journal a souvent évoqué l'exemple de cette usine pirate qui a changé huit fois de patron et qui vient de supprimer une vingtaine d'emplois.

Les ateliers centraux des PTT prévoit la suppression de 150 emplois sur les 700 qui existent et sur qui nous reviendrons le mois prochain.

La SBFM (voir PB n° 249 et 281) qui dans un premier temps veut supprimer 150 emplois avant la fin de l'année.

Les trois organisations syndicales représentées à la Société Bretonne de Fonderie et Mécanique, CGT, CFDT et CGC ont rejeté le projet d'allègement des effectifs proposé par la direction.

Ce projet, en plus des mesures mentionnées le mois dernier dans ces colonnes, prévoit aussi :

- Des mutations à l'intérieur du groupe Renault, la Régie embauche donc ailleurs...

- Des primes de départ, 50.000 F pour ceux qui démissionnent avant le 31

août, 30.000 F pour ceux qui ne se décident qu'après, c'est-à-dire pas assez vite pour la direction.

- Aide à l'installation à son compte, 70.000 F la carotte, avant peut-être le retour, du bâton...

- Allocations spéciales FNE, 65 % du salaire pour les départs de ceux de plus de 55 ans.

S'il n'y a pas assez de candidats pour accepter ces propositions, en octobre, la direction décidera du nombre de licenciements à effectuer.

Il faut signaler que la SBFM est la seule entreprise du groupe Renault à avoir réalisé des bénéfices record de plusieurs milliards de centimes en 86 et 87, mais qui est quand même touchée par des suppressions d'emplois.

Pour dénoncer cette situation, interpeller les pouvoirs publics et sensibiliser la population, plus de mille travailleurs de la zone industrielle, essentiellement de la SBFM, ont effectué le 14 mai une marche de protestation de 10 km de la fonderie de Kerpont à la sous-préfecture de Lorient.

Domage que la presse locale n'ait pas été sensible au caractère spécifique et exceptionnel de cette action, mais heureusement, il y a quand même le PB pour le faire savoir !

Yannick Quénéhervé

**« Une bonne
et une mauvaise
nouvelle »**

2,6 milliards pour la Bretagne Centrale

Dans le cadre d'une O.I.D. (opération intégrée de développement), la Bretagne Centrale va bénéficier d'une aide globale de 2,6 milliards, étalée sur 5 ans.

Les sources sont :

L'Etat pour 502 millions, la communauté européenne pour 471 millions et des fonds publics pour 1,4 milliard, dont 124 millions pour la « région Bretagne ».

Cette aide concernera 5 secteurs :

1. Rénovation et aménagement de l'axe routier Montauban-Châteaulin, en passant par Merdrignac, Loudéac, Ros-trenen, Carhaix (300 millions).

2. Aménagement industriel et artisanal (430 millions) sous diverses formes : apport du gaz naturel, installation d'un conseiller technologique, aides aux transferts et aux installations, bourses pour la recherche ; aides spécifiques à l'artisanat (180 millions).

3. Promotion du tourisme et de l'hébergement, aménagement des canaux (275 millions).

4. Diversification de l'agriculture et de la forêt, aides aux jeunes agriculteurs, boisement de terres en friche, soutien de l'agro-alimentaire.

5. Aide à la formation professionnelle avec le concours du Fonds social européen (90 millions).

Depuis le temps que la Bretagne centrale attend ! Force est de reconnaître que cela va faire du bien, même si c'est largement insuffisant pour inverser le processus de désertification.

La mauvaise nouvelle : la fin des aides européennes ?

Cette lourde opération est la dernière du genre réalisée par la Communauté européenne. Dans un récent document, la CEE présente sa nouvelle politique d'aides aux régions.

Finis le saupoudrage, Bruxelles veut concentrer et orienter ses fonds vers les régions les plus en difficultés ; **désormais, seuls les départements d'outre-mer (pour l'hexagone) pourront postuler** aux côtés de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de certaines régions d'Italie et d'Espagne.

Conséquences pour la Bretagne, certaines aides risquent d'être supprimées, comme les programmes d'aides à la construction de bateaux de pêche artisanale.

Eh oui ! L'élargissement de l'Europe a été aussi un élargissement des inégalités ! L'écart entre les gros et les petits s'est agrandi...

« Pauvres »

coquilles Saint-Jacques

La saison 86-87 aura été une mauvaise saison pour la pêche de la coquille Saint-Jacques dans la baie de Saint-Brieuc.

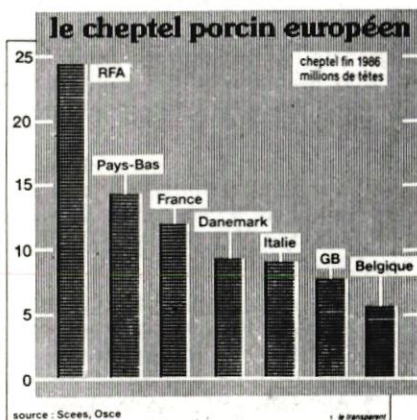
La saison dernière 5.000 tonnes avaient été commercialisées et en mars 87, les coquilliers ont dû cesser la pêche à 2.800 tonnes sous peine d'épuisement du stock.

Les causes ne sont pas encore bien connues : une mortalité très importante a frappé ces derniers mois le gisement, due peut-être aux mauvais étés, aux hivers très froids ou à la pollution.

Les conséquences elles, sont malheureusement plus claires : les prochaines saisons seront dures.

PRODUCTION PORCINE

Une crise qui n'en finit pas...



La France tient la quatrième place en Europe, derrière la République Fédérale d'Allemagne, l'Espagne (non identifiée sur le graphique) et les Pays-Bas. Malgré cette bonne place, elle demeure largement déficitaire de quelque 400 000 tonnes par an. En 1986, sa consommation est estimée à environ 2 millions de tonnes, alors que sa production est d'environ 1,6 millions de tonnes (source, SCEES).

Depuis plusieurs mois, la production porcine connaît un certain nombre de problèmes, voire de remaniements, et pourtant la crise n'éclate pas réellement alors que pas mal d'indicateurs sont dans le rouge.

Un porc sur deux est breton

Fin 86, les 4 départements de la Bretagne administrative produisaient 49 % des porcs français contre 45 % en 84. Cela fait près de 51 % pour l'ensemble breton. L'union des groupements de producteurs de porcs bretons développe sa stratégie : contrôler la filière en se plaçant en amont dans la production des aliments et en aval dans l'abattage et la découpe. L'objectif avoué est de faire aussi bien que les Hollandais. **La crise du porc a pour effet de concentrer la production porcine en Bretagne, ceci au détriment des régions les moins compétitives.**

Une question subsiste : les surplus de céréales vont-ils permettre le développement de la production porcine dans les régions productrices de céréales ? Peut-on imaginer d'énormes exploitations de plusieurs milliers de porcs... Certains y croient, d'autres pas !

En tous cas la Bretagne en souffrirait et pour les petites et moyennes exploitations déjà durement touchées ce serait la fin !...

Trop de porcs ?

Aujourd'hui le Danemark perd ses marchés aux Etats-Unis et la production européenne grimpe et dépasse la consommation de plus de 3 %. Dans un marché libéral, la crise ne peut s'achever qu'avec une diminution de la production ou par la conquête de nouveaux marchés (Japon ?...).

2 types d'éleveurs

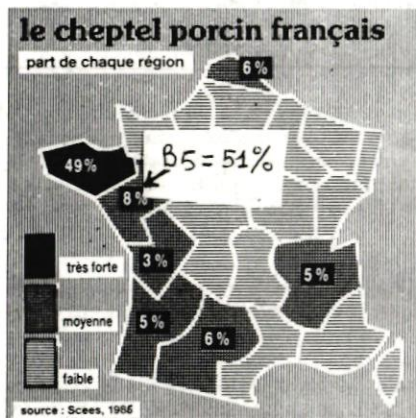
La crise qui a pour effet direct la baisse des prix de vente ne touche pas tous les éleveurs de la même façon. Il y a ceux qui ont amorti leurs investissements qui ont une bonne productivité et ceux qui viennent d'investir, qui ont des résultats moyens... Les derniers, avec le prix du kilo à 9 F, ont de grosses difficultés.

Non à la loi du plus gros !

Compte tenu « des beaux discours » concernant l'installation des jeunes on pourrait penser que l'augmentation de la production bretonne se traduise par « de nombreuses » installations de jeunes dans la production porcine.

Or il n'en n'est rien, l'exemple du Finistère qui, sur 2 ans, a connu 650 extensions pour 140 créations, montre en fait que l'on assiste à une concentration de la production de porcs.

Dans la répartition par tailles d'exploitations, on constate que 4.067 élevages font 500 et plus de porcs par an. Ils totalisent plus de 4 millions de porcs sur les 5,8 millions produits en Bretagne ; 3.960, élevant de 200 à 500 porcs, produisent 1,3 million d'animaux.



Cette carte montre la place évidente de la Bretagne dans la production porcine.

Au 1er janvier 1986, le cheptel porcin de cette région était de 5 892 000 animaux. Les Côtes-du-Nord viennent en tête avec 36 %. Suivent le Finistère, 34 %, le Morbihan 17 %, l'Ille-et-Vilaine, 14 %. L'évolution depuis 1984 traduit une poussée de 27 % en Finistère, 19 % en Côtes-du-Nord, 17 % en Morbihan et 2 % en Ille-et-Vilaine. (Source : Service régional de statistique agricole)

Restent quelque 500.000 porcs répartis entre une dizaine de milliers de producteurs de moins de 150 porcs.

Traduite autrement, la concentration c'est : les élevages de moins de 124 porcs, qui représentent la moitié des exploitations, ne détiennent que 5 % du cheptel. Ceux de plus de 767 porcs, qui ne représentent que 16 % des exploitations, possèdent la moitié du cheptel.

Il est grand temps de réorganiser la production et surtout de la répartir plus justement et le maintien d'un maximum de paysans à la terre est vital pour l'avenir de la Bretagne.

le prix du porc



La classe II de ce graphique correspond à la classe U dans la nouvelle référence communautaire. Elle regroupe les carcasses de 50 à 54 % de muscle, actuellement produites en majorité.

Il faut relativiser la plongée vertigineuse de la courbe par la baisse des prix des aliments du bétail.

SYNDICALISME AGRICOLE

Naissance de la confédération paysanne

C'est le rassemblement de la CNSTP (Travailleurs Paysans) et de la FNSP (Fédération des syndicats paysans).

Si l'origine et l'ancrage à gauche des travailleurs paysans est bien connu, il est bon de rappeler que les FDSP résultent de dissidences au sein des FDSEA, favorisées par la reconnaissance du pluralisme syndical par le gouvernement d'après mai 81.

Les deux syndicats se sont finalement réunis sur la revendication du maintien d'un maximum de paysans à la terre par la garantie d'un volume de production et d'un revenu correspondant, donc une répartition plus juste de la production agricole... On estime sa représentativité à 13 % sur l'hexagone et à près de 20 % en Bretagne avec le gros des troupes en Loire-Atlantique (5.000 adhérents). L'UDSEA du Finistère a refusé jusqu'ici d'adhérer à cette confédération.

Des éleveurs de moutons du Centre-Bretagne créent une filature

Un petit groupe d'éleveurs de moutons du Centre-Bretagne se lancent dans la fabrication et la commercialisation de laine et de produits (pulls, étreteurs...).

Kernélaine, c'est leur marque, espère bien employer d'ici peu 20 personnes dans leur « filature » du Huelgoat. Un bel exemple de maîtrise en... filière : production, transformation, commercialisation.



Les salariés sont-ils devenus « patrons » ?

Dans le numéro 266 du P.B. (février 86), en exposant la situation actuelle des ouvriers agricoles bretons, nous avons posé le problème de la répartition des rôles entre le syndicalisme et l'ASAVPA et avons affirmé que l'ASAVPA tenait lieu de syndicat « jaune » pour certains de ses adhérents. Qu'en est-il un an après ? Rappelons qu'il s'agit des « Associations des salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole ».

1986 voit la réélection de M. Wimmer pour la deuxième année consécutive à la présidence de l'ASAVPA du Finistère. Cumulée avec sa réélection comme secrétaire de la FNASAVPA, ceci lui donne les coudées plus franches et lui permet de mener sa politique.

Des salariés-patrons (sic) !

D'une manière générale, les conseils d'administration des ASAVPA sont dominés par les ouvriers qualifiés. Au plan français, ce sont les ouvriers hautement qualifiés, voire les cadres qui sont sur-représentés. Sous prétexte d'inverser l'image des salariés agricoles dans le public, la FNASAVPA développe un discours axé sur le sérieux, la compétence, la responsabilité des ouvriers. Maintenant, les ouvriers agricoles ne sont plus dominés, ne sont plus exploités : ils sont **res-pon-sables !**

Leur histoire est niée. En réalité, ce discours est un discours de confusion. De la confusion, on ne tardera pas à passer à la collaboration de classes pure et simple, d'où certains heurts avec le syndicalisme (que les salariés trouvent de moins en moins revendicatif).

Ne voit-on pas M. Guichard, président de la FNASAVPA se présenter comme un salarié-patron (sic) qui prend des risques comme n'importe quel entrepreneur. Aux journées de la Mutualité, un responsable FNASAVPA affirmera : « *Qu'importe qu'un salarié agricole ne soit pas payé en conséquence pourvu qu'il soit responsable* ».

A l'inauguration de la foire des petites productions à Trégourez, M. Wimmer déclarera tout haut : « *Les salariés agricoles veulent travailler avec des gens sympathiques* ». Qu'importe la condition réelle, pourvu qu'on ait le « look ». L'effet Tapie est passé par là et a laissé des traces...

Ejections

A l'ASAVPA du Finistère, la première de l'hexagone par le nombre de ses adhérents, certains refusaient de suivre cette politique. Au plan hexagonal, la poursuite de cette politique exigeait la mise au pas de cette fédération. C'est à cette tâche que va s'employer Wimmer.

En mai 1986, Hervé Person est exclu de l'ASAVPA du Finistère sur la base des statuts de la FNASAVPA et non de l'ASAVPA du Finistère ! Quelques années avant, Wimmer faisait partie d'un groupe qui avait évincé Gourlay, principal animateur d'une grève dans une usine de déshydratation du groupe Unicopa. Après l'éviction de H. Person, le contenu du bulletin change vite : plus d'articles sur les salariés agricoles mais un confusionnisme total apparaît. « Il n'y a plus des salariés agricoles et des exploitants agricoles, il n'y a que des agriculteurs ». Toute référence à la culture bretonne est bannie. La culture bretonne, ça n'existe pas, c'est dépassé, la culture bretonne est indigne d'un ouvrier agricole qualifié. Les militants bretons connaissent ce discours.

Neuf mois plus tard, Yvon Bécarn, secrétaire du syndicat des ouvriers agricoles, se fera lui aussi éjecter du bureau de l'ASAVPA 29. Maintenant, Wimmer a les coudées franches et peut mener sa politique. Le bureau de l'ASAVPA est entièrement composé de salariés agricoles hautement qualifiés favorables aux thèses d'une agriculture à la Gourvennec. En effet, le formidable développement qu'a connu l'agriculture bretonne ces vingt dernières années, la concentration de la production porcine dans de grandes unités, a créé une nouvelle couche de salariés agricoles : les chefs d'élevage. Ceux-ci ont lié un pacte avec leurs patrons contre les autres. Enterées, les revendications des ouvriers agricoles de la base. Signalons, à titre d'exemple, ce fait révélateur. M. D., chef d'élevage chez Gourvennec, en 1984 (en pleine crise porcine), ira manifester avec le tracteur de son patron à Pleyber-Christ. Mal lui en prit, une grenade lacrymogène explosa dans la cabine du tracteur... les tympans aussi...

Autre fait remarquable, en juin 1986, à l'assemblée du FAFSEA (Fonds agricole de formation), il fut demandé aux ouvriers agricoles présents les stages qu'ils aimeraient accomplir pour l'année 86-87. Les ouvriers hautement qualifiés demandèrent des stages coûteux à l'ITP (Institut technique du porc). Les employeurs acquiescèrent et soutinrent ces revendications. En revanche, lorsque J.C. Philippot, délégué syndical CFDT, réclama des stages de culture générale (peu coûteux), ceux-ci refusèrent, arguant que la profession n'avait pas à suppléer aux carences de l'Education « nationale ». Ainsi, une partie du budget de formation risque d'être confisqué par les ouvriers hautement qualifiés.

Tous ces faits indubitables signifient l'abandon de la doctrine Seigneur (du nom de l'ancien président de l'ASAVPA 29). Selon Seigneur, l'ASAVPA et le syndicat des ouvriers agricoles devaient marcher la main dans la main. Maintenant, les dirigeants de l'ASAVPA veulent

faire du développement contre le syndicalisme. Or, depuis longtemps, les exploitants ont compris qu'ils ne pouvaient avoir de développement sans syndicalisme : « sans syndicalisme pas de développement », affirme la Chambre d'agriculture du Finistère (1961).

Dans le rapport qu'il a remis à François Guillaume, Guichard demande que les gérants salariés d'exploitations agricoles aient droit aux prêts bonifiés. Ainsi, on pourrait voir un chef porcher, tout en gardant son statut salarié, apporter de l'argent frais à son patron à des taux très intéressants. Ce sont ces mêmes cadres, ces mêmes ouvriers hautement qualifiés qui demandent plus de flexibilité dans les relations de travail. Avec une religieuse comme vice-présidente (telle que les dessine Nono !) on ne peut s'empêcher de penser à ce syndicat de 1888 :

L'histoire se répète-t-elle ?

« Syndicat fraternel des jardiniers de Rennes. Corporation de Saint-Fiacre ».

« Le but du syndicat est de rétablir les bonnes mœurs professionnelles, de défendre l'industrie et d'établir des institutions de secours d'épargne et de prévoyance ».

Composition du syndicat : président, Poullain, patron ; vice-président, Guillet, ouvrier ; secrétaire, Jacquet, patron ; trésorier, Leconte, patron. (Archives régionales Rennes 61 H1).

En définitive, l'ASAVPA est devenu un vrai syndicat jaune.

P.H.

le peuple breton

Mensuel - Edité par les Presses Populaires de Bretagne - 43 rue de Keraumont - 22300 Lannion (association déclarée suivant la loi de 1901).

Président : R. Pédron, secrétaire : M. François ; trésorier : J. Guégan. Composition et impression : IMPRAM - 22300 LANNION

REDACTION

Administration, abonnements : BP 301 - 22304 Lannion Cedex.

Publicité : au journal.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132. Dépôt légal : 2^e trimestre 1987.

**POBL
VREIZH**

POBL VREIZH

GLIZH-ARC'HANT

Romant kazetenn diembann
gant Fanch Treger

**Kentan rann warnugent :
Distro da C'HLIZH-ARC'HANT, ar chistr nevez**

« Selaou 'ta Herve, eme an tad-kozh Goneri un devezh a viz Du, peogwir eo brav an amzer ha meur an avaloù e vefe mat kregin gant ar chistr prestig. Disadorn gentan e vo posupl deomp kaout sikour, emichans ; Jakez a vo er gêr hag Erwan a c'hell dont ivez peogwir ne labour ket d'ar sadorn. Evelse e c'helli derc'hel da vont te gant da labour ha me a raio wardro ar chistr gant ar re yaouank.

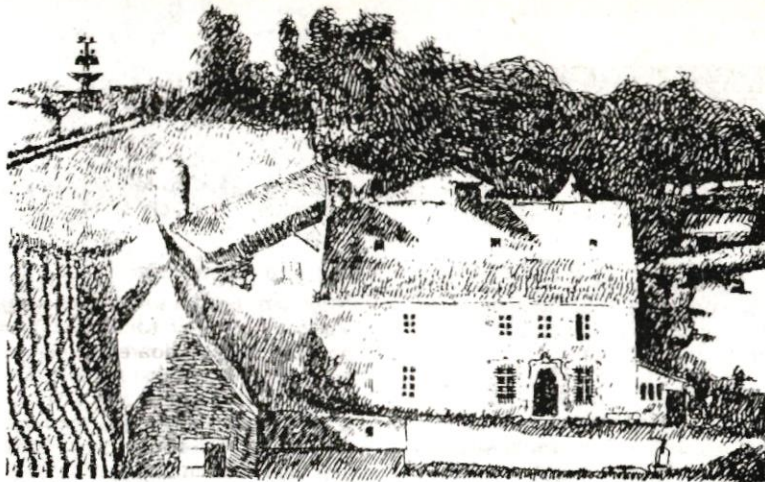
— Mat eo tad, gra evel 't eus c'hoant » eme Herve.

Soursial diouzh an avaloù hag ober chistr a oa afer Goneri gozh. Aze e veze en e vleud. Hanter kant vloaz bennak kent en doa sikouret plantan an avalenneg gant e dad Maodez a-drenv ar maner. Piket o doa bep seurt gwez avaloù chistr : frikin Chartres ruz, frikin an Eslarc'h, dous an Normandi, dous haveek, païlu hag all... rak ret eo meskan ar gouennoù evit kaout chistr mat ha chistr mat e Bro-Dreger a zo chistr un tammig c'hwerv ha n'eo ket chistr dous graet evit merc'hed ha Kernevez, na piketez pe dour chistr na kennebeut chistr kalet.

Breman e oa an avalenneg-se en he c'haeran ha rein a rae danvez tregont barrikennad pe ouzhpenn. Er bloaz-man end-eeun e oa bet kalz a vleunioù er gwez, peadra da lakaat Job ar C'higer da saludin anezhe en ur dennan e dog hag en ur lâret evel bep gwech ma wele vleunioù kaer er gwez avaloù : « Ur bloavezh a drubuilh evit ar merc'hed » emezan.

Abaoe un nebeut sizhunvezioù e oa bet dastumet an avaloù gant yaouankiz Glizh-Arc'hant ha serret e oant er c'hranj en disglav rak n'eo ket mat o lezel dindan an amzer fall na bernian anezhe kennebeut en ul lec'h re gloz lec'h ma n'erru ket avel rak neuze e vez gludenek ar chistr evel eoul ha blazet fall.

Gwalc'het e oa bet ivez ar barrikennoù gant ar baotred. Lakaet o doa evel gwechall un tamm ludu en dour ha dre ma oa laosk ar c'helc'hioù o doa skuilhet dour bervet er pezhioù, bontet anezhe ha gortozet un tamm ken ma veze c'hwezhet ar c'hoad ha stardet ar c'helc'hioù. Neuze e vezent rinset gant dour sklaer ha lezet peurvuian er-maez dindan ar glav d'ar c'helc'hioù da beurstardan.



ruzian un tamm, evelse e vo livet brav ar chistr ».

Ur wech debret o adlein gant an devezhierien e krogjont adarre gant o labour. Kemer a reas Goneri ur vriad plouz kerc'h bet troc'het gantan tro zro d'ar park a-raok ma oa tremenet ar vederez, rak ganti e veze troc'het re vunut ar plouz, hag he ledas war laouer goad ar waskell. Goude bezan ledet ar gwiskad kentan ha lakaet ar c'harrez koad en e blas evit tapout skouer ar vouden e c'houlennas Goneri gant Jakez ha gant Erwan teurel an avaloù warbenn. Ar re-man, bep a bal zon gante a garge an avalou malet er penton hag a-bep-eil a daole anezhe war ar plouz. Ur gwiskad plouz kerc'h, ur gwiskad maladur, ur gwiskad plouz adarre hag evelse betek ma ne chomas netra ken er penton. Prim ha blim daoust d'e oad, ar paotr kozh a rae tro ar waskell da stumman ar vouden ha gwelet e veze e vizied ampart o wean ar plouz, akuit evel bizied ur stammerez. Pa voe echu ar vouden e voe lakaet koad warni. Prest eo breman da vezan stardet. Koulskoude ne vo ket graet diouzhutu.

« Gwelloc'h eo lezel anezhi da ziveran e-pad ur pennad. Goude merenn e vo stardet. Da c'hortoz deomp da welet hag en eo prest ar barrikennou hag an armoù all », eme Goneri.

Mont a rejont betek ar c'hav da welet hag en ne vanke nag ar sil, nag an inkin houarn nag ar stouvioù nag ar skoilhou evit derc'hel ar pezhioù en o flas...

Goude merenn e kemeras Goneri ar vazh-houarn ha, war e bouez, en em lakeas da stardan ar vouden gant sikour e vugale vihan. Beran a rae buanoc'h breman ar chistr ruz, gwad an avaloù, er penton hag ar c'hoziad seder evel pemp gwennege a grogas neuze da ganen war don « ar Paimpolaise » ur ganaouenn gozh diwar-benn ar chistr :
*An den pa zeu e deod da sec'han
A glask evan pezh a gav mat ;
Yannig a blij ar gwin ruz dezhan,
Fanch, ar gwin gwenn evel e dad
Job, ar chufere ; Soazig, ar c'hafe.
Me, pa vez re sec'h ma c'horzailhenn,
Netra na ra din kement a stad
Evel gallout drezi tremen
Daou pe dri chopinad chistr mat...*

Jakez hag Annaig, bep a blouzenn gante a danvae an evaj dous-se en ur selaou an tad-kozh o kanan. A greiz-holl e paouezas heman da ganen evit lâret d'e vab bihan :

Gant Goneri gozh e oa bet gwalc'het ar presouer koad ha lakaet da avinan, rak daoust da dud Glizh-Arc'hant da vezan troet gant an traoù modern evit pezh a sell ouzh labour ar menaj dre vras, miret o doa evelkent ar pep gwellan eus ar gizioù kozh : ur pred bras pa veze echu gant ar maiz, henvel awalc'h eus gwastell an dornadeg gwechall, ar c'hustum da sevel moc'h evit ar gêr ha da gas un tamm silzig d'an amezerien pa veze lazhet ur porc'hell bennak, ar c'hustum ivez da vont da ormela war an aod pa veze mare bras, ar c'hustum c'hoazh d'ober chistr gant ur presouer koad ha n'eo ket gant ur waskell dre zour, mat hepken da fardan piketez.

D'ar sadorn, abred diouzh ar beure e oa Goneri o veskan en-dro d'ar presouer, e vugale vihan gantan.

« Ale Jakez ! emezan d'e vab bihan, ret eo dit dibab an avaloù-man. Lâret e vez penaos eo mat an avaloù d'ober chistr pa vez tremenet avel eost warne met ar re-man eo tremenet avel eost warne abaoe pell 'zo ha darn anezhe a zo brein n'eo ket meur int ken. Tenn ar re zu eus o zouez mar plij, me a zo vont da lansen moteur ar malouer ».

E-pad ma oa Jakez o tibab an avaloù gant e zousig koant Annaig deuet betek Glizh-Arc'hant da sikour ober chistr ha dreist-holl da dremen an devezh gant he mignon, e oa Erwan hag e wreg o tiskargan anezhe e kern ar malouer kaset en-dro gant ur moteur bihan « Bernard ». Kouezhan a rae ar maladur en ur c'hased ledan dindan ar malouer ha gwech an amzer Goneri a zibenne ar bern evit rein plas. Neuze e save c'hwez mat ha fresk an avaloù friket betek franelloù an devezhierien. Ur wech malet trawalc'h a avaloù evit ober ur vouden e serras Goneri an esans d'ar c'heflusker hag heman da voutgan kenkent.

Eus ar c'hased koad e oe taolet an avaloù malet en ur penton bras. Neuze e lâras Goneri gozh : « breman, emezan, eo ret din badezin ar chistr nevez ». Hag en da skuilhan er penton daou gelorniad dour glav.

« Evelse, emezan, e tilavo gwelloc'h ! Ha breman tudou deomp da welet hag en eo tomm ar c'haf gant ar vamm gozh. Ret eo lezel an avaloù malet da

Devez Karaez

Setu on bet e Karaez neuze d'ar 21 a viz meur diweza, ha d'an 22. Ha ker-kent all un eveziadennig war ar poent. Diwezatohig en nevez-amzer e vefe bet pesoh martese kaoud muih a dud evid an daou «zevez». Esoh kampi vefe bet rag un tamm kousk n'eo ket aez d'an oll da gaoud azezet en o oto (tad-koz!).

Gouel pe vanifestadeg?

Mad, neuze, gouel pe vanifestadeg? Ur goulenn a chomo dieresont. An eil hag egile, a respont an oll. Din ne blij ket se en oll an traou a chom etre diou gador, evid lavared ar wirionez. A-fed gouel e oa an tu pozitifa an niver a dud a oa hag an digarez a vez evelse da doulla kaoz gant kamaladed, lod anezo oar chomet heb o gwelad abaoe pell (beo 'tao?). Ahendall evid ar fest-noz... boeson, butun ha brezoneg. C'hoari 'meus kredi eo ez kenan da dud chaden-net ouz ha gant ar butun beza dieub dispar ahendall. Pep hini e sonj med rae e vefen ken intret a voged war lerh abadenn pe abadenn. N'eo ket ur rebech d'an aozerien med dre vraz da lod tud... ha ne reont van ebed. Un tammig dipitus eo an emzall: bo! Keid ha m'o deus paeet e hell skarza alese pa garont ar re a gav diez.

Anao a rankan ive ne welan ket re peseurt pouez politikel a hell kaoud an devezioù-man. Evid ar bolitikourien on ren hag an archerien/kazetennerien (ar memes tra?) a zo karget da voueta dezo keleier an amzer emsavel... ne hell ket beza ur vanifestadeg. Kalz tud oa deuet evid an tu gouel heb beza prederiet beteg re gant ar mennoziou. Ha deg wech muih a dud tomm ouzh ar brezoneg da vianna a oa chomet er ger.

Evid ur gouel ahendall e oa disterig e meur a gever: binviajerez, sonerez, plas, niver kadoriou. Evid kenveria, evel just, gant Gouel ar Brezoneg, e oa ur perz fall ive: enk spontus e oa war ar stantou. Lod o doa plas a-leiz, brao dezo, ha pa n'o doa ket nemeur a varhadourez. Lod all, gant kalz muioc'h da ziskouez o doa kalz nebeutoh. Heb menegi ar fed e vefe an «aozerien» (Emgann ha SAB) e diabarz ar sal hag an oll re all e toull an nor, kaer'zo. Un afer

«Diwall, Jakez! ar chistr dous a zo treitour. Na 't eus ket sonj az poa tapet ar red-kof un nebeut bloavezhioù 'zo diwar an evaj-se?»

— Geo, geo, tad-kozh, sonj am eus da vezan tapet an «deomp adarre» diwar ur c'hofad chistr dous, met hiziv e tiwallin».

Hag an daou yaouank disoursi a zirol-las da c'hoarzhin ken e kouezhas an div blouznenn gerc'h a oa gante er pentoniad chistr.

(dibenn)

Azalek miz Gwengolo e vo embannet gant Pobl Vreizh un danevell skrivet gant Fanch Treger: Tenzor Run ar Gov.

Un distroig war draou'zo... (1)

leh evel just, n'eo ket sur e vefe bet ur plasament gwelloc'h e Karaez, kennebeud.

Eur spered re strizh

Ar pezh am laka nehetoh eo emzallh «politikel» lod e-touez an aozerien. Ken e-kenver an doare aoza ket gouel ha klask sachha ar palenn euz o zu beteg re. Ha diouz an tu all ar spered ter-ha-skler a denn da zegemer emsaverien a-unanous evel troadeien diazez manifestadegou, med lezel mui pe vui o strolladou e toull an nor pa vez ano da aoza an devezioù. An doare spered an treh strizig marhad mad ive n'eo ket deuet re war wel med a oa intret gantan, hag a vo muih c'hoaz marteze er rentaou-kont, skridou diabarz an eil strollad hag egile araog. On devez eo, deuit a-unanous. Ha klevet Herve ar Beg war an tele oh ober trouz genou diwarbenn chom heb degemer tud klouar a zo. Kudenn heb diskoulm ar speredou spiswel, war o menno, ha poblaj dister an heulierien? Anad eo oa deuet kalz a dud da ziskouez o bolontez da gas was raog ar yez, med ma vefe dao dezo oll resisaad beteg peleh... Meur a hini ive oa deuet diwar goust an enkadeg veur m'ema Diwan enni.

Kentel?

Anad eo ez eus war un dro ezomm (ha reiz awalh) e touez an emsao euz Gouel ar Brezoneg a zo aet d'an traon ur bloavezh bennag'zo 'baoe. Evel ma'z eus ezomm (un ezomm sosial evid an diabarz emzao pa ne ve ken, na ped a lavare beza frealzet eno o weled e oa kement all a dud), ha frealzet nerz awalh, da aoza ur gouel all a zo aet da get, hini Gouel Pobl Vreiz.

Med nag a vizer o tizoud un tammig spered emgleo etre tud viridig beteg-re ar stourm evid kas war raog ar yez! Kalzig a dud prest da loh evid ar yez a zo, muihig breman eged un nebeudig bloaveziou zo (ar hontrol euz ar pezh a ziskouezed sonjal), med nag a boan mired ne rafe o zamm nerz d'ober labour efedusoh eged drailla an eil re ar re all defod gelled kaoud ped en enebour da vad.

Demokratiezh

Un dra am laka da estlamin gant ar Fransizien, da lavared eo ar re a gemer an inteudu hag an aotre, da gaozeal en o ano, hag o deus ar peadra da lakaad ar re all da glevet, eo o frezeg daou du un hanter re alies, war na ped poent e-kenver demokratiezh, doujans dleet da vennoziou diazez'zo (ar Sevenadur, ar frankiz) hag ar pezh a reont p'en em gavont dirag goulennou zo a denn dres d'ar poentou-man.

Anad eo n'eo ket chalet ar Fransizien ofisiel-se gant ar yezou o deus dindan moustr dre gefridi lieskantbloazieg. Derhel a reont da voustra peogwir eo greet ar pleg a bell'zo. Hag e klaskont badaoui ahanom gant o frezeg uhel, pilpous m'eo dibosubl deom kredi enno, ha dibosubl deom hen rei dezo da gompren.



Ar pezh a gavan an trista er jeu-se eo plas ar gwall-nevez Bounta 'ra demokratied vad gouarnamant Paris (gant ur «p» bian un emc'hwezadenn n'eo ken, ez voral, ober gant unan braz) tud e gisdrom da blega pe da derri. Hag o mevelien er vro-man, traou e gis ar hazetennou pemdezieg galleg e Breiz a zo memes-tra. Peseurt plas a roont d'ar yez? An hini a heller diframma dre wall-nerz, hag eo e efed beza goapaet, treuskomprenet, bazatet, toulbahet, tellkastizet. Lavared a reomp on eus, ar gwir da gomz, emezo. Med da betra e sonjij komz pa vez greet pep tra ganto evid na helffe den ebed selaou, pe zoken klevet?

Ped bombezenn a rank beza lakeet dindan kadoriou bouret tud zo evid ma komprenfet traou'zo? Souezusad demokratied na gomprenont nemed yez ar gwall-nerz. Ur vro a vefe da vad doujus ouz sevenadur ne golfe ket amzer he hargidi (paeet evid-se gant on archant ive!) ha dreist oll on amzer, on nerz, on arhant, e stourmou skuizus evid diframma an eil war lerh egile gwirioù diazez ma z'eus da gredi ar re en em laka e touez krouerien, war o memmo, mennoz ar frankiz e unan, na petra'ta.

Ar pezh a gavan farsus-trist tive eo gwelld anezo o houlenn on harp evid divenn o yez, evid abegou a hellon ni distrei dezo brao tre diwarbenn o hini. Med diwar beseurt moraliez an diaoul e hellont en em harpa? Daoust ha n'eo ket normal a-benn ar fin evid Bretoned a zo bet desket dezo nevez 'zo hag en doare efedus a anavezom oll da gaoud mez euz o sevenadur «bian», da ober fae war o herez a-stroll, da zismegansi rummad o zud hag o zud koz en na ped mod (plouked dizek, liperien boutou o deus pleget...), ablamour sanset ez afent war raog ez hiniennel o tilezel o yez koz evid kemer unan arhantusoh... Ha breman e welom eo krog da vad ar saozneg da gaoud e-kenver ar galleg, e spered kalz gallagerien, ha muih c'hoaz e spered kalz Bretoned, ar plas en oa ar galleg e-kenver ar brezoneg breman zeus kant, hanter kant vloaz'zo, dre aman.

Ar «blouked» nevez e Breiz eo an dud ne gaozeont nemed galleg. Ar re a oar saozneg a dremen da dud a hell braotre ober fae war ar re disaozneg.

Peseurt lealded o deus ar gwir da houlenn digant ur boblans he deus kuitaet he yez a-nevez 'zo hag a vez kinnet get dezi breman ur yez «antran-och» c'hoaz!!

(da vezan kendalc'hed Mikael Madeg)

L'Afrique du Sud en direct

A lors que l'Afrique du Sud vit sous un régime de censure extrêmement sévère, cette lettre d'information a été lancée par un ensemble de personnes préoccupées de permettre aux journalistes, aux élus, aux responsables d'organisation et à toutes les personnes, en France et dans les pays francophones, de suivre les événements d'Afrique du Sud, à partir des sources les plus fiables et les plus directes possibles : « Le peuple breton » reproduit ici un article de « l'Afrique du Sud en direct » (n° 2, bimensuel). Nos lecteurs jugeront eux-mêmes de la précision des informations.

Offensive anti-UDF au Ciskei

Albertini, Stofile : l'arbre et la forêt

Le procès intenté par l'Etat du bantoustan Ciskei contre le révérend Makhenkesi Arnold Stofile et quatre autres noirs inculpés de « terrorisme » a repris il y a peu à la Cour Suprême de Bisho.

Le volontaire français du service national, Pierre-André Albertini, détenu depuis le 23 octobre 1986, a été condamné le 20 mars 1987 à 4 ans de prison pour avoir refusé d'être témoin à charge dans ce procès. Une condamnation qui a soulevé la « colère » de Malheret, a « personnellement blessé » le président Mitterrand et provoqué l'émotion et la mobilisation d'une partie importante de l'opinion française : le Parti communiste, en particulier, multiplie manifestations, démarches, pétitions... Le Premier ministre, J. Chirac, a envoyé un ancien ministre en mission sur place, etc... Mais dans les réactions en France, l'arbre a souvent caché la forêt : le contexte général de cette condamnation, à savoir l'offensive du Ciskei et de Pretoria pour décapiter le Front démocratique uni (UDF) dans cette région.

P.-A. Albertini enseignait à Fort Hare, université « bantoue » (pour noirs) passée sous le contrôle direct de l'« Etat » pseudo-indépendant du Ciskei depuis le 1^{er} janvier 1987 (premier résultat de ce transfert : 3.177 étudiants inscrits en 1986, 1.500 en 87). En février 1987, il fut accusé d'avoir transmis des messages à l'ANC, transporté des armes du Botswana en Afrique du Sud dans le double fond d'une voiture achetée à ces fins et détenu quatre mines. Puis toutes ces accusations furent retirées : l'« Etat » du Ciskei lui ordonna d'être témoin à charge contre M. A. Stofile.

Celui-ci, âgé de 43 ans, et père de trois enfants, est lui-même détenu depuis le 17 octobre 1986 en vertu de l'article 26 de la loi de Sécurité nationale du Ciskei, qui prévoit la détention illimitée. En décembre, il fut accusé en même temps que quatre autres noirs (dont sa sœur et son frère) de « terrorisme » (soit, toute tentative de modification de l'ordre établi), de participation aux activités de l'ANC interdite et de détention illégale d'armes. Dans leur procès, ouvert le 16 mars 1987, les cinq inculpés plaident non coupables.

Les « rejetons de serpents »

Pasteur de l'église presbytérienne, M. A. Stofile enseigne la théologie à Fort Hare. Il fut capitaine de l'équipe régionale de rugby et demi-de-mêlée de

l'équipe provinciale. Président du club de Fort Hare, il fut délégué au conseil sud-africain des sports non-racial (SACOS) en 1978. Envoyé par l'UDF en Nouvelle-Zélande en 1984, il y a assuré le succès de la vigoureuse campagne organisée contre la tournée en Afrique du Sud des All Blacks, prévue en 1985. Il milite au sein de Fédération non raciale de rugby (la SARU). Depuis 1983, Stofile est le secrétaire général de l'UDF pour la région de la « Frontière » (le Border : East London, Ciskei...) et l'un des quelque 80 membres du comité exécutif national de l'UDF. Il siège aussi au Comité national pour l'Education créé en 1985 (NECC).

Peu après son retour de Nouvelle-Zélande, M. A. Stofile fut incarcéré durant quatre mois. A nouveau arrêté le 12 mars 1986 en même temps que Jeff Wabena, responsable de l'UDF régionale pour les zones rurales, il fut torturé avant d'être relâché le 18 avril.

Aujourd'hui, deux exilés sont également accusés de complicité dans le « complot » imputé à Stofile : Charles Ngakula, ancien porte-parole de l'UDF régionale déclaré « immigrant interdit » en Afrique du Sud (puisque le Ciskei est « indépendant » !) après deux ans de bannissement ; et Steve Tshwete, ancien président de l'UDF régionale, emprisonné quinze ans à l'île Robben, puis banni deux ans au Ciskei et détenu quatre mois (de septembre 1983 à janvier 1984), pour finir à son tour « immigrant interdit » hors du Ciskei.

Ainsi, c'est toute la direction régionale de l'UDF que Pretoria veut décapiter par Ciskei interposé : président (S. Tshwete), secrétaire général (M. A. Stofile) et son adjoint (Lucille Meyer, détenue le 27 janvier 1987), le responsable des zones rurales (J. Wabena), ses porte-parole successifs (C. Ngakula, Mafa Goci, détenu en 1986), sans compter de nombreux responsables locaux détenus au fil des ans. En octobre 1985, au retour du Vatican, le président-dictateur du Ciskei, L. Sebe, qualifiait les fonctionnaires membres de l'UDF de « rejetons de serpents » et les sommait de démissionner. Depuis, les milieux du rugby non-racial et de l'UDF paient un lourd tribut à la répression.

l'Afrique  du Sud
en direct



Baromètre

Détentions :

● 4.244 personnes étaient, le 15 avril, détenues en vertu de l'état d'urgence, dont 1.424 jeunes de 12 à 18 ans et parmi eux 219 filles, a reconnu le chef de la police le 24 avril, 2 d'entre eux n'ont que 12 ans.

● Au 31 juillet 1986, on comptait 8.569 détenus. Depuis cette date, 19.209 personnes ont été placées en détention.

● 429 personnes sont connues du Comité de soutien aux parents des détenus (DPSC) pour être en détention aux termes des lois sur la sécurité.

Procès :

● 31 procès politiques se sont déroulées sur les trois premiers mois de 1987, d'après le DPSC. Sur les 105 personnes impliquées, 44 ont été condamnées et 61 acquittées.

● 42 personnes sont accusées de trahison, dans trois procès : 19 à Delmas, 12 à Hermanus et 11 à Nelspruit.

Pendaisons :

● En date du 10 avril 1987, 40 personnes avaient été pendues à la prison centrale de Pretoria, où à la mi-mars, 251 prisonniers étaient en attente de leur exécution.

Analphabétisme :

● 73,6 % des noirs d'Afrique du Sud sont illettrés 45,3 % des métis et 57,7 % des asiatiques. 30 % des noirs plus de 20 ans sont illettrés, d'après l'organisme de recherche sponsorisé par les milieux d'affaires, READ.

Armée :

● 115 soldats ont été tués en 1986 au cours des opérations militaires et d'entraînement. Les objecteurs de conscience ont plus que doublé en 2 ans : ils sont 342 en 1986.

(44 rue d'Hauteville, 75010 Paris)



SELAOUIT

DISQUES

Dans le *Peuple Breton* du mois d'avril, je vous faisais part de mon indignation face aux critiques et au boycott dont est victime Alan Stivell, pratiquement depuis le début de sa carrière. Je trouve ainsi anormal qu'une revue comme *Tradition Vivante*, dont je tiens pourtant à souligner la très grande qualité, n'ait pas cru devoir commenter la sortie du dernier 33 tours d'Alan, « Harpes du Nouvel Age... ». Des lecteurs réagissent dans le même sens. Ainsi M. Jean Renaud, d'Orvault, qui pose le problème de fond : « En vérité, écrit-il, la question est la suivante : la musique bretonne peut-elle continuer à vivre, à évoluer, à créer, ou doit-elle à tout jamais se figer dans le passé ». Le débat est ouvert. Si vous avez un avis sur la question, n'hésitez pas à m'écrire...

BOLIVIA MANTA, « Pak' Cha » (Homage aux orchestres populaires des Andes, Auvidis, AV 4518).

Je vous ai déjà parlé, il y a quelques mois (1), de Bolivia Manta. Je vous avais fait part, alors, de tout le bien que j'en pensais : une musique populaire authentique et belle, à cent lieues du folklore de pacotille... Je vous avais convaincu à l'époque ? Pas sûr. Mais rassurez-vous : vous avez aujourd'hui l'occasion de vous ressaisir...

« Pak' Cha », leur dernier enregistrement sorti il y a quelques mois, témoigne de la même force, de la même sincérité que « Churay ! Churay ! ». « Pak' Cha » est paraît-il le nom d'une cascade magique où les musiciens viennent chercher l'inspiration. De l'inspiration, les musiciens de Bolivia Manta n'en manquent pas. Et écouter la voix extraordinaire de Betty Castro, une petite femme haute comme trois pommes : non d'un chien ! Quel cri !

En prime, une pochette figolée avec quatre pages intérieures bourrées d'indications sur les musiques et les textes. Bolivia Manta ? Une affaire à faire !

Paul SIMON : « Graceland » (Warner Bros Records 925 447 1 U).

J'ai pas mal hésité avant de vous parler du dernier enregistrement de Paul Simon. D'abord parce que tous les

médias l'ont déjà fait, et copieusement même. Mais est-ce une raison suffisante pour que le *Peuple Breton* reste silencieux sur ce qui est un événement ?

Ensuite parce que « Graceland » a été enregistré à Johannesburg, ce qui constitue bien une violation du boycott culturel mis en place à l'encontre de l'Afrique du Sud pour cause d'apartheid. Ainsi mis en accusation, Paul Simon s'est vigoureusement défendu, expliquant que faire connaître à l'extérieur la musique des getthos noirs sud-africains pouvait être, au contraire, une contribution au combat anti-apartheid. Pensant, comme Fela, que la musique populaire est subversive, je ne suis pas loin de croire que c'est Paul Simon qui a raison contre ses détracteurs. Le résultat recherché est-il atteint ? C'est moins sûr. On verra pourquoi.

Quoi qu'il en soit, il était difficile de ne pas évoquer, dans cette rubrique, le come-back de celui qui demeure, avec son ex-complice Garfunkel et Bob Dylan, l'un des grands ancêtres du folk.

Pour enregistrer « Graceland », Paul Simon a travaillé avec des groupes de musiciens noirs sud-africains, les Boyoyo Boys Band, Tao Ea Matsekha ou General M.D. Shirinda and The Gaza Sisters, très connus dans cette partie du continent noir.



Pour le *Peuple Breton*, ce sera avant tout un bon disque de rock, du bon gros vieux rock des familles. Le mariage musique populaire d'Afrique du Sud — rock tourne un peu trop, en effet, à l'avantage du dernier nommé, sauf dans quelques morceaux tels que « I know, what I know » ou « Diamonds on the sales of her shoes ». Mais je me demande surtout s'il ne s'agit pas pour Paul Simon, d'un mariage de raison, la musique africaine étant actuellement très porteuse...

Pourtant « Graceland » est un disque agréable : vous ne risquez pas grand-chose à juger sur pièces par vous-même.

STOCKTON'S WING « Full Flight » (Polydor L P 831.183.1)

Séduit et abandonné ! C'est bien ainsi que je pourrais résumer ma (brève) histoire d'amour avec Stockton's Wing, groupe irlandais de son état.

Séduit, je l'ai été par un morceau entendu sur les ondes de R.B.O. : « New clare Revival », une plage que je qualifierais de tonique. C'est donc sans perdre de temps que je me suis procuré, au prix fort de l'import, « Full Flight », l'album d'où était tiré ce titre prometteur, mais ô combien trompeur. Kolossale déception en effet : ce n'était pas un disque de « folk » que j'avais acheté, mais un disque de variétés. Des variétés irlandaises, peut-être, mais des variétés tout de même.

Seuls deux ou trois morceaux, dont celui déjà cité, sont inspirés du fonds traditionnel irlandais. C'est bien peu sur tout un disque et le reste ne présente, à mes yeux bien sûr ou plutôt à mes oreilles, que fort peu d'intérêt.

Ce jugement pourra paraître sévère mais rassurez-vous, il n'est pas dû à une quelconque mauvaise digestion et ne vise qu'à vous éviter de vous faire avoir à votre tour...

Ossian « Light on a distant shore » (Iona Records I.R.009 distribution Keltia Music).

Changement de décor avec Ossian un groupe écossais qui nous offre, lui, avec « Light on a distant shore », un disque totalement marqué du sceau du traditionnel.

Ossian, un groupe assez peu connu en Bretagne est composé de cinq musiciens utilisant exclusivement des instruments traditionnels.

Notons en particulier la bonne performance de Iain Mac Donald à la cornemuse écossaise dans « Harris Dance » le dernier morceau de la face 1 et la présence efficace de William Jackson aux uilleann pipes.

Le répertoire est composé de morceaux instrumentaux et bien sûr de vieilles ballades écossaises, dont les textes, un bon point figurent sur la pochette intérieure.

Ossian ? Un groupe à découvrir. « Light on a distant shore » ? Un bon disque de musique celtique.

Pierre MORVAN

(1) *Peuple Breton* n° 274 — octobre 86.

Le mois prochain, retour au pays avec un « Selaouit » spécial musique bretonne. Diaouled, Kornog, Dominig Bouchaud, E.V. ...etc : du pain sur la planche !

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
TÉL. : (98) 95.45.82

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

AR GREIZENN

ENKLASK

war an anvioù-lec'h

hag ar Panneloù Heñchañ



SKOL UHET AR VRO

On peut se procurer, auprès de l'Institut Culturel de Bretagne, une brochure d'information fort bien faite par la commission de toponymie et de signalisation. Il s'agit d'aider les communes et toute collectivité qui seraient favorables à une signalisation bilingue breton-français, en leur apportant un soutien linguistique.

L'héritage culturel que représentant les noms de lieux, les différents aspects du bilinguisme toponymique, l'exemple d'autres pays d'Europe, les positions officielles des ténors de la politique hexagonale sont passés en revue. La commission invite les lecteurs à la consulter pour tout problème local dans ce domaine (BP 66 A, 35031 Rennes Cedex).

ARTICLE 31 (n° 27)

Toujours beaucoup d'informations sur l'extrême-droite, le Liban, le Club de l'Horloge, la situation en Grande-Bretagne et en Belgique (BP 423, 75527 Paris Cedex 11 — le numéro : 15 F).

Brud Nevez : 550.000 bretonnants en Basse-Bretagne Mais qui sont-ils ?

F. Broudic (B.N. n. 104, 1987, 30 F, 6 rue Beaumarchais, Brest) utilise les réponses fournies à un sondage de RBO en 1983 (ou plutôt une enquête portant sur 999 personnes) et les rapporte à la population totale de la Bretagne occidentale, celle où la langue bretonne a été parlée jusqu'à nos jours. Sur 1,515 millions, 55,5 % comprennent bien ou assez bien le breton, soit 659.914 (!), 68,1 % le comprennent plus ou moins, soit 809.733. 379.302 ne le comprendraient pas du tout (31,9 %). Des tableaux et des graphiques montrent la fréquence de l'usage du breton, les différences d'usage par sexe et par âge, par niveau scolaire, selon la taille de commune de résidence, selon la profession. Nous ne résumerons pas maintenant les résultats, fort intéressants, de l'enquête. La moitié des « sondés » appréciaient les émissions bilingues de RBO. 26,7 % appréciaient les émissions en breton. Ces chiffres sont, dans les deux cas, importants. Et ils donnent tort à ceux qui feignent de croire qu'il n'y a pas de public pour ce genre d'émissions (voir l'évolution récente des grilles de programme des radios locales et de FR3). Il y a un public important et qui, de plus, est très fidèle si on lui offre des informations et des émissions de qualité. La réussite de la radio associative Radio « Kreiz Breizh » est là pour le prouver. L'enquête de FR3 et l'interprétation qu'en fait F. Broudic méritent d'être lus et médités.

J.J.M.

le pays
de fougères

Saint-Aubin-du-Cormier (1850-1910)

63 87

Prix 15 F.

une revue de pays de qualité

Le numéro 63 se prononce, en éditorial, « pour un pays plus dynamique ». La revue, généralement historique et ethnologique, présente une PME du secteur de Fougères. Le « pays de Fougères » se tourne vers des études sur l'économie locale, tout en continuant à présenter des articles d'histoire : l'évolution du bourg de St-Aubin-du-Cormier (1850-1910), la Mine de galène de Brais, en Vieux-Vy-sur-Couesnon (1879-1907). 20 pages grand format, 15 F. 33 rue de la Pinterie, 35300 Fougères. Le gallo est régulièrement présent dans la revue, de même que des comptes rendus d'expositions.

Bibliothèque Celtique

Livres, revues, documentation sur la Bretagne et les Pays Celtiques, en prêt ou en consultation sur place.

Conservatoire régional, Soye, 56270 Ploemeur (sur la route de Lorient à Plœmeur), ouvert du mardi au samedi, de 9 h à 19 h. Tout renseignement au 97.85.22.01.

MEUBLES LOSSEC

LESNEVEN - LE FOLGOET - GUIPAVAS

En juin

DESTOCKAGE MASSIF



l'ami PEM



LA KEVRENN BREST-SAINT-MARC : 40 ans de musique bretonne dans une ville sans racines

Août 1947 : l'Océan Liberty, chargé de nitrate d'ammonium, explose en rade de Brest. Le quartier de Saint-Marc est sinistré.

Quelques sonneurs de la région se réunissent autour de Yann Camus pour participer à une collecte à travers le Finistère. Ils s'entraînent avec leurs instruments personnels chez Yann Camus, au café Saint-Marc, puis au foyer laïque de Saint-Marc, qui met à leur disposition des tambours de clique.

Vers 1954, le groupe s'est étoffé et équipé : bombardes Dorig, cornemuses Hardie, batterie Carlton. Il adopte le costume de Plougastel et un nom officiel : Kevrenn de Brest. A partir de 1955, les stages sont organisés sous l'impulsion d'Herri Léon, dit « La Pie », avec l'aide d'Ar Falz. Une méthode d'enseignement de la cornemuse, avec examens, est mise au point.

Dix ans plus tard, la Kevrenn change de costume. Jim Sévellec en crée un plus représentatif de Brest, inspiré de la tenue des marins du Second Empire. Il sera remodelé vers 1978 et constitue toujours la base de la tenue de scène du groupe.

Devezh ar vro

L'association Bretagne 845 invite tous les Bretons au rassemblement annuel en souvenir à Nominoë. Rendez-vous à 11 h 30, sur le site de Ballon, dimanche 21 juin.

Association France-URSS Comité d'Ille-et-Vilaine

Du 12 au 25 août, voyage en URSS par avion, départ, retour Rennes Saint-Jacques. Deux itinéraires : 1. Moscou, Volgograd, Leningrad ; 2. Achkhabad (Turkmenie), Douchambé (Tadjikistan), Frounzé (Kirghizie).

Courrier et renseignements à Roger Le Roy, 4 rue de Flandre, 35000 Rennes, mardi et jeudi, 14 h-19 h. Tél. 99.54.18.81.

Permanence : 8 galerie du Théâtre, 35000 Rennes, mercredi, vendredi, 14 h-19 h. Tél. 99.78.20.76.

11 fois champions de Bretagne

A l'issue de son premier concours, en 1955, la Kevrenn Brest Saint-Marc est admise à se présenter en 1^{re} catégorie. En 20 ans, elle remportera 11 fois le titre de championne de Bretagne des bagadous.

En 1976, ressentant une baisse d'intérêt pour les concours tels qu'ils sont organisés, la Kevrenn s'en retire et quitte la fédération des sonneurs (Bodadeg ar Sonerion). Elle poursuit depuis une démarche autonome et originale.

Le groupe s'équipe dans un premier temps d'un orgue électronique, qui fournira les « basses » nécessaires à un bon équilibre de la formation, puis d'un synthétiseur. Dans le même temps, les percussions sont diversifiées (congas, batterie, jazz...).

Le répertoire lui-même évolue, intégrant cette richesse accrue de sonorités. Les collaborations avec d'autres musiciens se multiplient, dans des styles qui vont du « folk » (Gwalarn...), à des artistes régionaux (Stivell, Melaine Favennec...), à la musique de la Flotte, avec laquelle un disque est réalisé en 1980, ou à des musiciens de jazz de haut niveau (Humair, Texier, Jeanneau).

La Kevrenn Brest Saint-Marc a participé à des festivals internationaux tant en France (Dijon, Confolens, Bayonne) qu'à l'étranger (Allemagne, Tchécoslovaquie, Belgique, Allemagne, Galice, ...).

Elle a enregistré deux 45 tours en 1959 et trois 33 tours en 1967, 1975 et 1980.

Dalc'homp Sonj n° 19

L'Arsenal de Lorient au XIX^e illustre la « une » de ce numéro de printemps qui s'ouvre sur une histoire des arsenaux bretons, en 10 pages. Le Pays de Galles est présent avec l'histoire de Saunders Lewis, le fondateur du Plaid Cymru et avec l'action des Monuments historiques gallois en direction de la population, le psychiatre et historien P. Carrer évoque les origines de la Bretagne à travers le fantasme des « langues coupées ». L'évocation du mouvement breton de gauche entre les deux guerres

FÊTE DE LA MUSIQUE GALLÈSE :

**26, 27 et 28 juin 1987
à Monterfil (35)**

La fête dure du vendredi soir (concerts, fest-noz) au dimanche.

Le dimanche 28 juin est plus particulièrement consacré aux concours musicaux avec les catégories suivantes : bombarde, biniou koz ; accordéon diatonique ; violon ; vielle ; veuze ; clarinette.

Il est demandé aux musiciens d'interpréter : une marche ou une mélodie et une danse du pays gallo ou créées dans le style de Haute-Bretagne (ce point est essentiel sous peine de disqualification).

Les différents concours sont ouverts à tous les musiciens sans exclusive et notamment aux enfants.

Le jury, en dehors d'un classement, délivrera des prix spécifiques (encouragement, recherche, jeunes...). 10.000 F seront ainsi distribués.

Pour bénéficier du « cochon grillé » le midi, il est impératif de s'inscrire avant le 20 juin 1987 à l'adresse ci-dessous :

Christian Anneix, Ti Sonerezh, « Le Chêne Morand », 35510 Cesson-Sévigné, tél. 99.51.55.15.

Vendredi 26 juin, à 21 h, concert avec Albert Meslay, « Histoires humoristiques » ; le groupe Antonio y Sus Valenatos (musique colombienne). 23 h, fest-noz.

Samedi 27 juin, 16 h, concert avec le groupe Los Del Segala (Quercy) ; Gilbert Bourdin ; le trio Patrick Molard, Jacky Molard, Soig Siberil. 21 h, grand fest-noz avec les Mangeuses d'oreilles (chant) ; Denis-Lucas (bombarde/biniou koz) ; Bourdin-Dautel (chant) ; Grandjean-Le Valléant (accordéon diatonique/saxo) ; Quémener-Guillou (chant) ; Moreau-Lahais-Seveno (trio veuzes).

Dimanche 28 juin, 10 h, concours musicaux. 12 h, dégustation de la « Godinette » et du « Cochon grillé ». 15 h, jeux gallos, animation « Radio-Crochet » avec bal perdu ; expositions ; stands luthiers. 19 h, proclamation des résultats des concours musicaux ; fest-noz.

PS : une commission s'est constituée au sein du carrefour de la Gallésie qui a pour but de répertorier et recenser tous les enregistrements sonores, audiovisuels, photographiques effectués à Monterfil depuis 1976. Lors de la fête 87, au stand d'accueil, renseignements à ce sujet.

vient aider à écarter les visions caricaturales de notre passé. Un long et bel hommage à Léon Fleuriot doit aussi être signalé, entre autres articles intéressants (36 rue E. Zola, Lorient, et en librairie, 20 F).

« Village » Lanfains (22)

11 juillet, François Budet ; 19 juillet Valérie Lagrange ; 8 août, Raindance (folk-rock) ; 22 août, fest-noz annuel en plein air avec Joli-Monde ; Dahud ; Georges et Victor Daro.

STAGES

HISTOIRE :

Du lundi 3 août au samedi 8 août 1987, à Lorient, stage d'histoire : La Bretagne au XVIII^e siècle (1715-1788).

• Histoire politique, économique, sociale, culturelle, etc...

• Conférences, débats, excursions, visites, etc...

avec, comme intervenants, des historiens et chercheurs, spécialistes du XVIII^e siècle breton.

Organisé par Dalc'homp Sonj dans le cadre de l'Université Populaire Bretonne d'Été.

Tout renseignement : UPBE, stage d'histoire, Institut Consulaire, 6 rue de Kerguelen, 56100 Lorient, tél. 97.64.37.80.

VIDÉO-INITIATION :

— Connaissance et prise en main des matériels VHS.

— Réalisation en 3 jours d'un film court.

— Initiation au langage de l'image.

— Montage sur banc VHS.

Durée du stage : 5 jours.

Date du stage : 15 au 19 juin.

Atelier de communication sociale des Côtes-du-Nord, Centre Charner, 22000 St-Brieuc. Tél. 96.94.19.16.

STAGE INFORMATIQUE ET CULTURES MINORITAIRES DU 2 AU 9 AOUT 1987

Ruynes en Margeride - Cantal

L'informatique n'est pas comme le monstre du Lochness, on en parle mais en plus on la voit. Pour que les langues et cultures de France ne restent pas à la traîne de ce phénomène de société, la formation est plus que nécessaire.

Celle-ci ne vise pas à distribuer une initiation mais à permettre une rencontre avec le phénomène dans son ensemble et avec ses usages dans les milieux de culture minoritaire.

Travail sur traitement de texte, sur fichier, sur des programmes et discussion autour des pratiques mises en œuvre dans diverses communautés.

Organisé par l'Institut d'Études Occitanes Auvergne, le C.C.O. Norib, l'Ecomusée de la Margeride en collaboration avec la population, les associations, la commune de Ruynes et Radio Margeride. (Association La Margeac, 15320 Ruynes).

Chantier international aux Iles Aran (Irlande)

L'Irish Work Camp Movement et les Compagnons Bâisseurs proposent, du 30 juin au 11 juillet, un chantier où se retrouveront Irlandais, Gallois, Galiciens, Bretons.

Le thème du chantier portera sur les langues celtiques et le travail consistera à la remise en valeur d'un site historique.

Prix, 490 F. Conditions : parler breton et connaître les traditions. Inscription : Compagnons Bâisseurs, 5 rue des immeubles Industriels, 75011 Paris, tél. 43.73.70.63.

COURRIER



Le Pen et les médias

Lecteur du « Peuple Breton » et intéressé par l'actualité française et bretonne, je m'inquiète du comportement de l'un de nos compatriotes qui se trouve actuellement très présent dans les médias : je veux citer J.M. Le Pen.

Lors de sa déclaration de candidature présidentielle à la Trinité-sur-Mer, il s'est entouré d'un groupe de Bretons, bombardés et binious à l'appui.

J'aurais aimé que votre journal fasse quelque chose et incite aussi d'autres supports à rappeler que le peuple breton (les hommes et les femmes qui le composent) n'est pas un peuple fasciste (...).

Ce n'est pas sous prétexte que Le Pen sort des binious et des croix celtiques le 10 mai 1987, que la Bretagne est avec lui.

Ce n'est pas parce que quelques Bretons ont cru au miroir des minorités de l'Allemagne nazie que tous les Bretons en bloc adoptent ces thèses.

Les Bretons sont des Républicains qui croient aux valeurs de la démocratie, de la solidarité et de la générosité.

S'il y a un J.M. Le Pen, il y a eu aussi, par exemple, un Jacques de Bollardière.

Mais les médias préfèrent les grandes gueules aux « soldats » de la Paix (...)

J'aime simplement la vérité et si la doctrine de Le Pen m'effraie, c'est surtout un profond écœurement qui m'envahit lorsque je vois l'importance qu'on lui accorde actuellement.

J. LE BRICQUIR

NE PAS FONDER LA NOTION DE PEUPLE SUR L'UNITÉ LINGUISTIQUE

J'ai suivi avec intérêt la polémique au sujet de l'article de Pascal Rannou, et je voudrais y apporter quelques commentaires.

Le peuple breton défini par l'unité de sa langue (« l'expression la plus achevée de son héritage culturel ») n'existe pas, et j'ajouterais même qu'il n'a jamais existé. En effet, depuis ses origines, la Bretagne n'a jamais connu d'unité linguistique. Dès le XI^e siècle, le français était utilisé par l'administration ducal, et une bonne partie des Bretons (du « peuple breton » ?) parlait une langue plus proche du français que du breton.

Je ne pense pas que ce bilinguisme originel ait été synonyme d'aliénation : la richesse économique et culturelle (en français ET en breton) de l'état breton des XIV^e et XV^e siècles, témoigne de l'indépendance et de la vitalité de ce pays.

A partir d'une définition erronée, M. Rannou ne peut que se perdre dans des considérations ayant peu de rapport avec la réalité.

Je reconnais tout à fait le grave problème actuel de la langue bretonne face

au français. Je pense qu'il faut cependant éviter de simplifier à l'extrême et de mettre le français d'un côté et le « pur » breton de l'autre. La situation est certainement plus complexe. Toute réflexion sérieuse sur la culture bretonne doit tenir compte de la diversité linguistique du pays.

Le discours « unitaire » de M. Rannou imite celui des jacobins parisiens. Ce n'est certainement pas là-bas qu'il faut prendre exemple.

Alain CEDELLE

NDLR : P. Rannou évoque aussi la possibilité d'être écrivain breton en français (cf Keigneg).

Merci Stivell !

S'il n'est pas trop tard, je voudrais, comme il l'a souhaité, répondre à Pierre Morvan au sujet de son article sur Alan Stivell, et tout d'abord dire combien je me réjouis (et certainement beaucoup d'autres Bretons avec moi), qu'une énorme injustice soit enfin réparée, et que ce grand artiste ne soit plus « interdit de cathédrale » (de Quimper...). Nous aurons donc la joie, oui, la grande joie d'aller une fois de plus l'écouter et l'applaudir, n'en déplaise à ceux qui, victimes de leurs préjugés ou prisonniers de leurs mauvaises habitudes, ne savent parler de lui qu'en trempant leurs plumes de critiques soi-disant objectifs dans le fiel ou le vinaigre.

Cherchent-ils à le démolir ? à le décourager ? Ils n'y parviendront pas, car Alan sait bien qu'il aura toujours des amis pour le défendre, et que sa musique est aimée d'un bout à l'autre de la terre. Une preuve, s'il en est besoin, parmi des milliers d'autres : en mars, il était encore aux Etats-Unis, pour la huitième fois, allant de succès en succès, refusant du monde à ses concerts. D'autres suivent maintenant la voie qu'il a tracée, mais il a été le premier à oser proclamer son identité bretonne, à faire front malgré les sourires narquois, et à triompher de tous les obstacles grâce à sa volonté ; à sa foi, et à son immense talent. Sa harpe magique a transfiguré la musique bretonne. Grâce à lui, grâce à son courage, sa persévérance, à ses sacrifices aussi, car les débuts n'ont pas toujours été faciles, notre petit pays, méprisé des uns, ignoré des autres, est maintenant connu, et sa culture appréciée aux quatre coins du monde...

Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, ses premiers disques ont été une révélation. J'ignorais que nous possédions tant de richesses plus qu'à demi-perdus. Son génie a changé le plomb en or. J'ai découvert une musique merveilleuse qui depuis embellit tous mes jours... Et Stivell m'a apporté d'autres bonheurs, car pour savoir de quoi il parlait, j'ai étudié l'histoire et la littérature bretonnes. Et pour comprendre les paroles de ses chansons, j'ai appris la langue de mon pays. Des horizons immenses et remplis de trésors se sont ouverts devant moi... Toute ma vie en a été transformée...

Peu important les critiques passées ou à venir. Les faits sont là. Stivell fait partie de ma vie, de mon histoire, comme il fait partie désormais, qu'on le veuille ou non, de notre histoire à tous. Je crois que les Bretons le savent, et personne, jamais n'y pourra rien changer...

Trugarez deoc'h Alan, a greiz kalon

A. TALARMIN

CULTURE BRETONNE, BRETAGNE ET EUROPE

MAISON EUROPE DES REGIONS

7, rue du
Vieux-Marché-aux-Poissons
67000 STRASBOURG

Voeu européen présenté par l'A.E.M.B. (Association des Elus Municipaux Bretons) à la signature des Maires et Elus de Bretagne.

Les Maires des communes de Bretagne, ainsi que les autres élus, dont les noms suivent, conscients que malgré les promesses des gouvernements successifs le problème de la langue et de l'identité bretonnes n'a toujours pas évolué vers une solution satisfaisante,

demandent que l'enseignement du Breton soit promu de la maternelle à l'université,
demandent aux différentes instances européennes et d'abord aux Membres du Parlement d'agir en ce sens.

<u>Nom</u>	<u>Fonction</u>	<u>Commune</u>	<u>Signature</u>
------------	-----------------	----------------	------------------

Le porte-parole de l'UDB a apporté le soutien du parti au meeting international de Diwan, le 16 mai, à Morlaix, avec les remarques suivantes :

Lorsque F. Léotard plaide pour la décentralisation culturelle (à Nantes récemment) on ne peut que regretter qu'il ne puisse convaincre son collègue Monory.

Lorsque J. Lang intervient auprès de l'actuel Premier Ministre en faveur de Diwan, on ne peut que regretter que les socialistes, quand ils en avaient les moyens, n'aient pas intégré les écoles bilingues Diwan comme elles le demandaient.

Aussi, si espoir il peut y avoir aujourd'hui, il ne vient guère de ces côtés. Paris ne cède qu'à la pression. L'espoir vient bien plus du consensus — s'il est sincère — qui s'est dessiné en Bretagne même, notamment les vœux votés — souvent à l'initiative d'élus UDB — dans des municipalités à majorité de gauche et de droite (Rennes, St-Nazaire, St-Malo...).

L'espoir vient aussi du soutien international grandissant que trouve le combat culturel breton, et d'abord et avant tout au plan européen.

Ceux qui après nous, — et ils sont nombreux à ce jour ! — parlent de « Bretagne - Région d'Europe » devraient savoir que ce slogan signifie aussi la reconnaissance de l'identité culturelle bretonne, dans l'esprit même des principes déjà définis dans les différentes instances européennes et repris dans le Projet de Résolution présenté par notre ami Willy Kuijpers au Parlement Européen, au nom de la Commission de

la Jeunesse, de la Culture, de l'Education, de l'Information.

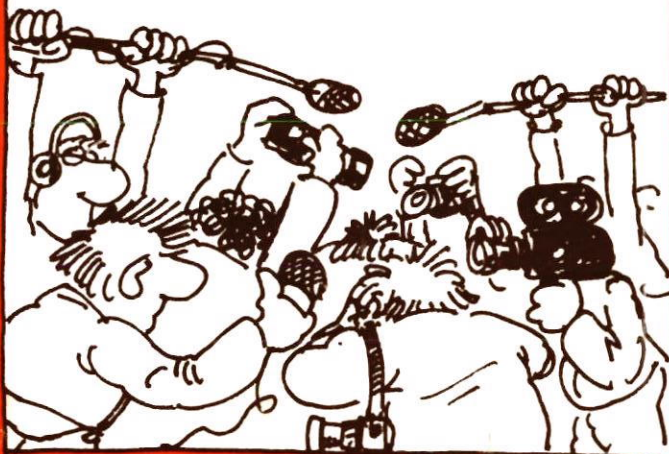
L'UDB a décidé de lancer une nouvelle action dans ce domaine : faire signer la pétition européenne présentée par l'Association des élus municipaux bretons aux maires et élus de Bretagne, pétition qui, dans sa version alsacienne, a déjà recueilli plus de 1.100 signatures. On lira le texte de cette pétition ci-dessus.



« Le parti Alsacien-Lorrain, « ELSASS-LOTHRINGISCHER VOLKSBUIND », organisait en avril dernier à Strasbourg, le séminaire annuel de la Jeunesse des Communautés Ethniques Européennes auquel participaient plusieurs jeunes de l'UDB. Les débats sur le thème retenu cette année « La construction de l'Europe, une chance pour les communautés ethniques » ont souligné l'inégalité des différents peuples minorisés de l'Europe des 21. Ceux de l'hexagone sont parmi les plus mal lotis... »

MAI...

LYON...



CANNES...



LYON...

QU'EST-CE
QU'ON FAIT
MAINTENANT?

BARBIE RESTE
AU CHAUD...

ON
RETOURNE
À CANNES!



J'AI L'IMPRESSION
QUE LE PEN NOUS A
INOCULÉ LE VIRUS DE
LA ZIZANIE!

JE ME SENS
UN PEU
ZIZAIQUE!



C'EST BIZARRE QUE
LE PEN NE M'AIT
PAS ENCORE TRAITE
DE SALE
POLAK!



INAUGURATION D'UN LYCÉE "REISER"

C'EST
DÉGUEULASSE!!
MAIS OÙ
VA LA FRANCE!!

